

Henri de Man et son Plan



Eugène Varga

Ancien professeur d'Économie politique à l'Université de Budapest. Directeur de l'Institut d'Économie et de politique mondiales de Moscou

Paris: Bureau d'Éditions, 1934

AVANT-PROPOS

« *Que peuvent-ils [les communistes] opposer au Plan ?* ».

Cette question fut posée par de Man dans son rapport au congrès extraordinaire du P. O. B.

La brochure ci-après est la réponse à cette question. Nous avons essayé de la rédiger aussi simplement que possible *afin que chaque ouvrier puisse la comprendre*. Car elle traite une question qui intéresse chaque ouvrier.

Les citations sont prises dans le « *Peuple* » presque exclusivement. Cela permettra aux ouvriers membres du P. O. B. de se rendre compte de la valeur du « Plan », sur la base d'une documentation fournie par l'organe central de *leur* parti.

Mais nous espérons que les communistes auxquels la théorie marxiste est familière, liront également cette brochure et en tireront quelque profit pour leur propagande.

E. VARGA.

TOUT POUR LE «PLAN»

Depuis plus de six mois, l'activité du P.O.B. est concentrée autour du « Plan ». La presse, des réunions, le Conseil Général du parti en novembre 1933, le congrès extraordinaire du parti tenu à la Noël 1933 : tout le monde s'occupe du plan, recherché depuis longtemps et que l'on a enfin trouvé, le plan qui doit résoudre la question sociale en Belgique, et la transformer en un pays socialiste. Le congrès extraordinaire, par 563.451 voix contre 8.500 abstentions, a décidé de mobiliser le parti entier, les syndicats, les coopératives pour la réalisation du plan. Tout le reste, les soucis quotidiens qui pèsent sur le prolétariat, est refoulé. Les luttes glorieuses du prolétariat belge qui lui avaient valu l'admiration des ouvriers du monde entier, sont oubliées.

À qui bon s'engager dans des luttes économiques pour l'augmentation des salaires, pour revendiquer quelques misérables francs, puisqu'on dispose avec le plan magique, du moyen de marcher à drapeaux déployés tout droit vers le socialisme, par les seuls moyens pacifiques de propagande et sans autres armes que le bulletin de vote ?

Mieux encore :

Les luttes économiques seraient un obstacle à la réalisation du plan parce qu'elles repousseraient la petite bourgeoisie et la bourgeoisie moyenne, couches indispensables pour la réalisation du plan magique, ainsi que l'indique la décision du congrès :

« Le congrès... fait appel non seulement à la classe ouvrière mais à toutes les classes de la population qui souffrent de la détresse économique actuelle, et à tous les hommes de bonne volonté, sans distinction de parti ou de croyance, pour une action commune... »

Qui pourrait nier que *la plupart des patrons « souffrent de la détresse actuelle ? »*

On n'a donc pas le droit de les repousser par des revendications d'augmentation de salaires, sinon ils refuseraient de prêter leur concours à la réalisation du grand plan.

Par conséquent : pas de luttes pour les salaires. Que les ouvriers continuent patiemment à se priver pendant quelques années encore. Puisqu'ils possèdent enfin le Plan, l'avènement du socialisme leur est assuré.

Qui pourrait nier qu'on puisse trouver parmi les capitalistes, quelques « *hommes de bonne volonté ?* » Mais les lois du régime capitaliste imposent les limites les plus étroites à l'efficacité de la « *bonne volonté* ». Le « bon » capitaliste peut céder une partie infime de ses revenus aux pauvres, les lois de la concurrence l'obligent à exploiter ses ouvriers dans la même mesure que le « mauvais » capitaliste, « *sous peine de disparition* » comme dit Marx. Cependant il est interdit de repousser les capitalistes de « *bonne volonté* » en leur demandant l'augmentation des salaires puisqu'on compte sur leur appui pour la réalisation du Plan.

Le changement de la politique du P.O.B. fut résumé par le « gauchiste » [Spaak](#) dans les phrases suivantes :

« Jusqu'à présent, nous avons lutté contre quelque chose [contre le capitalisme ?], maintenant nous lutterons pour quelque chose. Pour le Plan. »

Pour réaliser son plan, la direction du P.O.B. est disposée à collaborer avec tous les ennemis de la classe ouvrière, La résolution du congrès le dit :

« Le congrès... déclare... qu'il est prêt à accepter... l'appui de tous les groupements qui se rallieront... au Plan du Travail. »

La direction du P.O.B. veut que le prolétariat belge fasse les plus grands sacrifices en faveur du Plan : abandon des luttes pour l'augmentation des salaires, contre les attaques du capital ; alliance avec les ennemis de la classe ouvrière, avec les capitalistes de « *bonne volonté* », avec les curés et les évêques, avec les organisations jaunes.

C'est pourquoi il est nécessaire d'examiner ce fameux plan sous tous ses aspects, de le soumettre à une analyse scientifique approfondie pour montrer au prolétariat belge où la direction du P.O.B. veut l'entraîner.

LA BASE HISTORIQUE DU PLAN

Tout phénomène social ne peut être parfaitement compris que par sa détermination historique. Aussi demandons-nous avant tout : *Pourquoi la direction du P.O.B. a-t-elle lancé le Plan de Man précisément en automne 1933 ?*

Les partis social-démocrates, jadis organisations révolutionnaires du prolétariat, deviennent dans la période d'après-guerre des piliers de l'ordre social capitaliste existant, conservateurs, hostiles au progrès.

Afin d'éliminer tout soupçon de parti-pris communiste, laissons la parole à Henri de Man lui-même :

*« Depuis la guerre, les conditions sont telles dans presque tous les pays d'Europe, sauf en Russie, que les partis ouvriers socialistes – surtout quand ils sont au pouvoir – doivent faire une politique de conservation et les partis bourgeois une politique de réformes. Il n'est presque pas de réforme revendiquée par les programmes socialistes dont la réalisation au cours de ces dernières années n'ait été l'œuvre des partis anti-socialistes. Par contre, partout où les socialistes ont exercé le pouvoir, soit seuls, soit avec l'aide d'autres partis, ils ont dû concentrer toutes leurs forces sur des tâches conservatrices telles que le maintien de la République et l'affermissement de l'État en Allemagne ou la reconstruction de l'économie capitaliste et la lutte contre l'inflation dans les pays dévastés par la guerre. Pour cela, et pour ne pas perdre l'influence politique que cette tâche exigeait, ils ont dû éliminer le plus possible de leur politique pratique toutes les revendications spécifiquement socialistes. » (de Man : *Au-delà du Marxisme*, page 225.)*

de Man nous montre également dans quelle mesure la participation des chefs socialistes aux gouvernements bourgeois était générale.

*« Le Conseil général de l'Internationale marxiste se composait, pour la plus grande partie de membres, d'une bohème cosmopolite [...] d'exilés politiques. Un demi-siècle plus tard... le bureau de la IIe Internationale ne comprenait aucun membre qui ne fût ministre en fonctions, ex-ministre ou candidat ministre. » (de Man : *Au-delà du Marxisme*, p. 237.)*

Peu à peu les ouvriers social-démocrates commencèrent à s'apercevoir du changement survenu dans les milieux dirigeants de leurs organisations et dans la politique de leurs chefs. Ils commencèrent à se révolter. Ils ne voulaient plus rester passivement membres d'un parti conservateur, d'un parti qui sauvegarde l'État bourgeois. Le mécontentement contre la direction réformiste s'accroît pendant la crise économique, qui aggrave rapidement la situation du prolétariat. Ce mécontentement provoque des crises internes dans presque tous les partis social-démocrates.

La crise économique qui sévit depuis cinq ans, porte des coups particulièrement durs aux partis social-démocrates.

Le parti social-démocrate allemand, le parti le plus fort de la IIe Internationale qui – il y a 15 ans – fournit le président du Reich, le chancelier et le président du conseil de Prusse, perdit définitivement son crédit. Déjà en 1932, la majeure partie du prolétariat industriel était passée dans le camp du Parti Communiste, la majeure partie des masses petites-bourgeoises dans le camp des national-socialistes. [Braun](#) et [Severing](#) se laissèrent chasser sans la moindre résistance par un lieutenant et deux soldats de leurs « postes au pouvoir ». Rien ne reste de la vieille garde des chefs du parti social-démocrate allemand : [Wells](#), [Hilferding](#), Braun, végètent et pleurnichent dans l'émigration après avoir, en vain, offert leur collaboration à Hitler, [Loebe](#), Severing ont trouvé les voies d'adaptation au fascisme.

Le parti social-démocrate autrichien, le parti classique de « gauche », porte-drapeau du marxisme, dans la IIe Internationale, a été conduit à la débâcle par les capitulations successives de ses chefs. Les [Renner](#) et [Seitz](#) attendent l'amnistie de leur vainqueur fasciste, [Otto Bauer](#) et [Deutsch](#) philosophent dans l'émigration sur l'ingratitude de la bourgeoisie autrichienne. Les ouvriers socialistes autrichiens, qui à la dernière heure, ont saisi les armes contre la volonté de leurs chefs¹, tirent la leçon de leurs expériences et rejoignent en masses le parti communiste.

Le parti socialiste français, S.F.I.O., est scindé en deux tronçons : les « néo-fascistes »² soutiennent le gouvernement d'union nationale dans lequel leur chef [Marquet](#) coudoie le fasciste [Tardieu](#) et attendent leur réconciliation avec les [Blum-Faure](#) à laquelle travaille l'Exécutif de la IIe Internationale et [Vandervelde](#).

Le Labour party anglais est scindé en trois tronçons : Son chef jusqu'en 1931, [Macdonald](#), est président du conseil du cabinet conservateur. Thomas est le pilier de ce cabinet. Son chef actuel [Henderson](#), préside, en qualité d'homme de confiance de la bourgeoisie impérialiste anglaise, la conférence dite de désarmement. Les ouvriers groupés dans le Parti Ouvrier Indépendant (l'I.L.P.) obligèrent leurs chefs à se séparer du Labour Party et aspirent à rejoindre l'Internationale Communiste.

Dans tous les partis de la IIe Internationale, des processus analogues se poursuivent. La cause est partout la même. La bourgeoisie essaie de rejeter sur les ouvriers les conséquences de la crise mondiale qui sévit depuis cinq ans. Elle abaisse les salaires. Elle accélère la cadence du travail. Elle supprime les lois de protection sociale. Les chefs des partis socialistes et des syndicats réformistes clament que, en temps de crise, les luttes économiques contre les attaques du capital ou pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière n'ont aucune chance de réussir. Les ouvriers, exaspérés par le chômage, devenu chronique, par la misère et la détresse ne peuvent ni ne veulent se plier à cette thèse. Ils entreprennent des « grèves sauvages ». Une partie rejoint les communistes. Une autre fait pression sur les chefs socialistes et réformistes pour les obliger à lutter réellement contre la bourgeoisie. Certains de ces chefs ([Macdonald](#), [Thomas](#), [Snowden](#), [Marquet](#), [Déat](#), [Renaudel](#), [Loebe](#), [Severing](#)) passent ouvertement dans le camp de la bourgeoisie, la plupart font semblant d'accéder aux désirs des ouvriers, déploient une démagogie fourbe pour saboter les luttes ouvrières.

1 Il s'agit de l'insurrection des milices ouvrières social-démocrates autrichiennes qui eut lieu en février 1934 pour s'opposer à l'instauration de la dictature de Dollfuss. (Note MIA)

2 Il faut lire « néo-socialistes » : un courant ayant existé dans la social-démocratie belge et française dans les années 1920-1930 et qui prétendait incarner une troisième voie entre le marxisme et le réformisme traditionnel. Plusieurs de ses dirigeants (de Man, Déat, Faure), sombrèrent dans la collaboration avec les nazis sous l'Occupation. (Note MIA)

Le P.O.B. traverse une crise profonde. La lutte héroïque des mineurs du Borinage³ fut entreprise contre la volonté des chefs. Le mécontentement des ouvriers en face de la politique des dirigeants du parti et des syndicats grandit. Cette politique a permis à la bourgeoisie d'abaisser les salaires des mineurs à cinq reprises en deux ans, de diminuer l'allocation des chômeurs, des vieux et des mutilés du travail. Le député Saintes donna au congrès du P.O.B. en 1933, le tableau suivant de la situation dans le parti :

« Il y a quelques années, les ouvriers avaient en nous une confiance illimitée. Il n'en est plus de même. On est encore avec nous ; on vote encore pour nous, parce qu'on est habitué à le faire, parce que nous sommes tous un peu conservateurs... Demain, si vous déclarez vouloir attendre encore des années, on dira : « Nous ne voulons plus de chefs pareils. »

La victoire du fascisme en Allemagne montra aux ouvriers socialistes la nécessité d'une lutte commune avec les communistes contre la menace du fascisme en Belgique même. Les fédérations de Liège, du Borinage, etc. adoptèrent dans leurs congrès des résolutions dans lesquelles il est question – en termes encore vagues – de grève générale et « d'une prise du pouvoir insurrectionnelle ».

Au congrès, il y avait une aile « gauche » sous la direction de Spaak, Saintes, etc. et une aile d'extrême-droite dont le véritable chef fut [Huysmans](#), et qui eut comme porte-parole le député Mathieu qui défendit la participation au gouvernement sans condition :

« Je dis que notre seule ressource en ce moment-ci c'est de rechercher la participation. C'est notre bouée de sauvetage... de souhaiter une participation avec n'importe qui. »

Vandervelde, jongleur émérite, réussit à assurer la victoire de la droite. Le congrès adopta contre 105.000 voix (20 % des adhérents représentés au congrès) une résolution, « *condamnant la violence révolutionnaire et repoussant la préparation à la grève générale* ». Le congrès repoussa par 348.000 voix contre 135.000 voix (contre une minorité de 27 %) un projet de résolution présenté par la fédération de Bruxelles qui demandait *le front unique avec les communistes sur le plan national*. Mais Vandervelde n'ignore pas que 27 % des votes dans un congrès pour le front unique représentent *en réalité* 50 % des membres ouvriers. Vandervelde n'ignore pas non plus que les ouvriers belges, sans distinction de parti, veulent lutter. Vandervelde n'ignore pas que le « danger de gauche » dans son propre parti va en s'accroissant.

Il était donc de la plus haute urgence d'y parer autrement que par une simple résolution de congrès. Et Vandervelde trouve dans la personne du professeur de l'université de Francfort, Henri de Man, l'homme qu'il faut. Celui-ci élabore pour le P.O.B. le fameux Plan du Travail. La propagande, la mise en scène, conforme à toutes les règles de l'art démagogique, poursuivirent deux objectifs. D'abord, détourner l'attention du prolétariat belge de la lutte contre la bourgeoisie pour la défense du pain quotidien en la dirigeant vers un but chimérique. Ensuite lui faire croire qu'il participe à une grande « offensive » du parti pour la réalisation du socialisme. « *Les circonstances l'avaient (le parti) retenu jusqu'à présent sur des positions défensives. Le Plan du Travail [toujours écrit avec des lettres majuscules] est le témoignage de la volonté réfléchie de passer à l'offensive* » (Wauters, dans le « *Peuple* » du 23 décembre 1933, « *A la veille du congrès* »).

On criait que le socialisme en Belgique est à un tournant. « *Chacun avait l'impression en écoutant l'exposé du Plan d'action préparé par Henri de Man, que le socialisme est à un tournant dans notre pays et qu'une ère nouvelle s'ouvre devant lui* ». (« *Le Peuple* » du 16 novembre 1933 sur la réunion du Conseil Général.)

3 A l'été 1932, une grève générale quasi-insurrectionnelle fut initiée par les mineurs des puits de charbon du Borinage (province du Hainaut) pour protester contre les réductions de salaire et des indemnités de chômage. (Nota MIA)

La droite et la « gauche » du parti se réconcilièrent sur la base du plan. « *Le Bulletin Quotidien* », l'organe du Comité des Forges français, constate avec satisfaction dans son numéro du 26 janvier 1934, ce rôle du « Plan » dans la politique intérieure du P.O.B. :

« Le plan est de nature à satisfaire et à rassembler la droite et la gauche du parti. La gauche, comme l'écrit M. Déat, parce qu'il conditionne toute collaboration avec d'autres partis, parce qu'il entame la structure même du régime [?], en enjambe de ce fait la vieille et factice antinomie de la réforme et de la révolution. La droite, parce qu'il permet toutes les coalitions en les conditionnant, parce qu'il fait expressément appel aux méthodes démocratiques et à la conquête du suffrage universel. Autour du plan se regroupent donc tous les éléments du parti. »

Il n'est donc pas étonnant que tous les partis de la IIe Internationale menacés de scission saluent le plan de Man avec le plus grand enthousiasme. Voici quelques exemples :

« Ce que le Parti ouvrier belge entreprend en ce moment aurait dû être réalisé par le parti social-démocrate allemand pendant la crise », écrit le « Neuer Vorwaerts » organe central du parti social-démocrate allemand dans l'émigration (1934). « ... l'acceptation du plan peut devenir non seulement un tournant dans l'histoire du parti belge, mais aussi un événement et un exemple pour le mouvement ouvrier international », écrit l'« Arbeiter-Zeitung » de Vienne, le 29 décembre 1933.

La discussion entre les deux fractions du parti socialiste en France, les « néo-socialistes » et la S.F.I.O. sur le plan, chacune de ces fractions affirmant l'affinité des « idées maîtresses » du plan avec sa politique propre, présente un intérêt particulier.

D'autre part, Léon Blum écrit :

« En vérité... le P.O.B. vient précisément de faire à Bruxelles ce que notre parti, alors unanime, avait fait au congrès de la salle Huyghens. » (« Populaire » du 4-1-1934.)

On peut prévoir que le Plan de Man sera imité sous peu par d'autres partis de la IIe Internationale. Il est d'autant plus utile d'examiner concrètement son contenu. Mais avant de passer à cet examen, nous consacrerons quelques mots à la personnalité de de Man, l'homme pour lequel le P.O.B. vient de créer le poste de vice-président (le président étant Vandervelde) et que les partis de la IIe Internationale fêtent comme le nouveau dirigeant.

QUI EST DONC MONSIEUR HENRI DE MAN?

Les ouvriers belges connaissent de Man de l'époque d'avant-guerre. Jeune intellectuel, plein d'ambition, il était avec [Louis de Brouckère](#) le leader de l'opposition « gauche-marxiste ». De cette époque date le petit livre qu'il écrivit avec de Brouckère : « *Le mouvement ouvrier en Belgique* »⁴). Dans ce travail, de Man prend l'allure d'un marxiste intransigeant. En réalité, il est centriste, genre [Kautsky](#). Pourtant il trouve quelques phrases justes pour fouetter l'esprit petit bourgeois réformiste qui régnait au sein du P.O.B. et l'esprit commercial qui animait les coopératives déjà à cette époque⁵). Il dénonce l'influence nuisible qu'a exercé le proudhonisme, par l'intermédiaire de [César de Paepe](#), sur l'idéologie du mouvement ouvrier belge.

4 Paru comme « *Cahier supplémentaire* » n° 9 dans la « *Neue Zeit* », Stuttgart 1911.

5 L'organe de propagande de la Maison du Peuple avait adopté d'après de Man, la devise suivante : « *Les coopératives abolissent les barrières qui séparent les classes riches des classes pauvres.* »

La guerre survient, de Man, engagé volontaire, rejoint le front, en qualité d'officier. Après la guerre, il quitte l'Europe, « *pour chercher dans la liberté nomade d'une vie aventureuse en Amérique la possibilité d'un équilibre spirituel nouveau* »⁶).

À l'époque où la classe ouvrière de presque tous les pays d'Europe, affamée, s'engage en de grandes luttes qui secouent le joug du capitalisme, où les ouvriers russes défendent héroïquement leur dictature sur tous les fronts contre la croisade armée des « Quartorze États », où s'érige et s'écroule sous les coups combinés de l'impérialisme et de la trahison social-démocrate la République soviétique de Hongrie, où, sous le gouvernement de [Scheideman](#) et [Müller](#), sont assassinés [Karl Liebknecht](#) et [Rosa Luxembourg](#), à l'époque où sous la direction de Lénine les ouvriers révolutionnaires d'Europe et des colonies fondent l'Internationale Communiste, M. de Man va à la recherche de son « *équilibre spirituel nouveau* ».

Rentré en Europe il dirige, pendant quelque temps, la Centrale d'éducation du P.O.B., puis, un beau jour s'en sépare brusquement. Cette fois, ce n'est pas pour jouir de « *la liberté nomade* », mais pour s'isoler dans les bibliothèques de Francfort. Le résultat c'est que de Saul, il devient Paul ; l'ancien « marxiste » arbore un anti-marxisme voyant. Son livre *Au delà du Marxisme* prétend à donner une base « scientifique » à la pratique de la collaboration des classes, du social-chauvinisme, de la trahison réformiste des intérêts prolétariens, de l'intégration du « socialisme » dans l'idéologie bourgeoise.

La bourgeoisie allemande salua ce livre avec enthousiasme. Le « *Berliner Boersen-Courier* » (Courrier de la Bourse de Berlin) écrivait : « *Son livre est certainement l'analyse la plus sérieuse de la pensée marxiste et de ses effets qui ait été tentée par un socialiste authentique.* »

Le comte *Hermann Keyserling* déclara :

« Je considère que le livre de Henri de Man représente le travail le plus important qui ait paru sur le problème social depuis le Capital de Marx. Personne avant lui n'a vu aussi bien et compris aussi profondément les forces ultimes qui animent notre temps. »

Comment M. Henri de Man se présente-t-il lui-même dans ce livre ? Citons ses propres paroles :

« Il est vrai que je me sens plus près du praticien réformiste que du phraseur extrémiste, et j'estime mieux un nouvel égout dans un quartier ouvrier ou un parterre de fleurs devant une maison ouvrière qu'une nouvelle théorie de lutte de classes ; mais je n'ai pas caché d'autre part, qu'en prenant conscience du fait qu'il était impossible aux masses ouvrières de conquérir plus de bien-être sans s'embourgeoiser, j'ai subi l'une des déceptions les plus amères de ma vie. » (H. de Man, *Au delà du marxisme*, page 359.)

La « *déception la plus amère* », de M. de Man, c'est le petit côté de la question. Le principal, c'est qu'il est devenu – d'après son propre aveu – un réformiste ouvert, un droitier.

Il est vrai que M. de Man se proclame toujours « révolutionnaire ». Mais il est un de ces « révolutionnaires » dont les classes dominantes ont besoin. Écoutons-le :

« Est-ce que je crois à la révolution ? Eh bien, plus j'avance en âge, plus je me sens révolutionnaire et moins je crois à la révolution. Je suis révolutionnaire, car le passage d'un ordre capitaliste à un ordre socialiste me semble inséparable d'un antagonisme profond entre deux principes juridiques irréconciliables... Toutefois, dans la mesure même où s'approfondit mon sentiment révolutionnaire, je m'éloigne de la conception superficielle et romantique qui essaierait de forcer par une brusque violence une croissance, qui comme toute croissance exige du temps et de la liberté. Je crois à une tâche bien plus profonde et plus essentielle que le serait

6 Préface du livre : *Au delà du Marxisme*, page 12.

une révolution de la façon de gouverner : c'est la façon de vivre qu'il importe avant tout de changer...

« La métamorphose psychologique que ceci exige ne saurait être favorisée par la violence. La violence n'amène pas seulement une réaction chez celui qui la subit, elle démoralise en outre celui qui l'emploie... »

« Mais la constatation décisive qui importe en ceci, c'est que l'accroissement de la puissance ouvrière ne peut signifier une réalisation du socialisme que dans la mesure où il pourra se passer de l'emploi de la violence. » (Au delà du Marxisme, page 398-390)

Voilà le « révolutionnaire » qui est contre l'emploi de la violence. Il est « moralement » révolutionnaire : *un Ghandi marxiste !* C'est précisément ce dont la bourgeoisie a besoin. La bourgeoisie qui quotidiennement emploie la violence par ses policiers, gendarmes, soldats contre les ouvriers ; la bourgeoisie, qui fait emprisonner, frapper, tuer les ouvriers.

La bourgeoisie du monde entier hait les communistes, parce que ce sont eux qui mettent en avant cette simple vérité marxiste que la domination de la bourgeoisie, basée sur la violence, ne peut être abolie que par la violence, par l'insurrection armée du prolétariat. La bourgeoisie hait l'Union soviétique qui montre aux ouvriers du monde entier que le régime bourgeois *peut* être renversé, et que l'on peut très bien se passer de la bourgeoisie. Qui veut être en bons termes avec la bourgeoisie doit attaquer les communistes, doit diffamer l'Union soviétique.

En ce qui concerne les communistes, il les déclare tout simplement atteints d'aliénation mentale (« *pavania politica* »). Quant à l'Union soviétique, de Man répète, en un langage de prétention scientifique, toutes les basses calomnies des vulgaires écrivains bourgeois : oppression des ouvriers, « impérialisme rouge ».

DE MAN FUT ACCEPTÉ PAR LA BOURGEOISIE COMME UN DES SIENS

Ses autres livres anti-marxistes parurent l'un après l'autre, tous chez des éditeurs bourgeois, Même le parti social-démocrate allemand n'avait pas le courage de les faire paraître dans les éditions du parti – ou ne pouvait pas soutenir la concurrence, quant aux honoraires à payer avec les éditeurs capitalistes. En guise de récompense pour ses mérites scientifiques, M. de Man fut nommé professeur à l'université de Francfort.

Hitler arriva au pouvoir. Des centaines de professeurs social-démocrates, pacifistes, simples démocrates furent chassés de leurs chaires. Mais on ne songea point à importuner le « révolutionnaire » Henri de Man.

Il écrit lui-même dans le « *Peuple* » du 4 janvier 1934 :

« Le 2 mai 1933, le Recteur de l'Université de Francfort m'écrivit demandant de reprendre mes cours au mois d'octobre de la même année. »

Hitler a interdit et laissé brûler des centaines d'ouvrages socialistes : Marx, Lénine, [Jaurès](#), etc. *Les livres de Henri de Man se vendent librement en Allemagne fasciste*⁷). Son dernier gros bouquin : *L'idée socialiste* (343 pages) parut sans difficultés déjà sous le régime hitlérien.

7 Pour plus de certitude j'ai demandé des renseignements à mon libraire à Berlin.

Un homme que les fascistes invitent à enseigner dans une de leurs universités, un homme dont les livres paraissent et se vendent librement en Allemagne fasciste, un tel homme est bien qualifié pour montrer aux ouvriers belges la voie qui mène du capitalisme au socialisme !

Non seulement la bourgeoisie allemande, mais la bourgeoisie belge aussi a pleine confiance en de Man. Depuis 1931 il est collaborateur en titre du « *Bulletin d'information de la Banque Nationale de Belgique* ». À intervalles réguliers, les leaders signés de son nom paraissent dans cet organe élégant, destiné à l'usage intérieur de la grande bourgeoisie belge. En pleine campagne pour le « Plan », il trouvait le temps de faire le leader pour le numéro du 25 octobre 1933, Nous ignorons quels sont les honoraires qu'il touche pour chacun de ses articles écrits pour l'organe de la Banque Nationale. Toutefois ils ne doivent pas être inférieurs au salaire annuel d'un ouvrier du textile belge.

Tout ouvrier capable de réflexion logique doit se poser la question suivante : Est-il possible qu'un homme jouissant de la confiance de la grande bourgeoisie belge au point qu'elle en fait le collaborateur régulier de l'organe du bastion capitaliste belge, la Banque Nationale, est-il possible qu'un tel homme puisse diriger la classe ouvrière belge dans la lutte contre cette même bourgeoisie ? Est-il possible qu'un homme qui est à la solde de la grande bourgeoisie belge puisse mener la lutte pour le socialisme ?

Nous ne croyons pas aux miracles.

LA«NATIONALISATION DU CRÉDIT»

Il est superflu de résumer ici l'ensemble du « Plan » dont le texte a été reproduit dans bien des publications. Passons donc de suite à l'analyse de ses principaux points.

Le noyau central c'est la « *Nationalisation du crédit* ». Voici la teneur du paragraphe qui concerne cette « réforme » :

« La création d'un Institut de Crédit de l'État, chargé d'assujettir les opérations des banques de crédit aux directives du Plan. Une législation ad hoc permettra de transférer à cet Institut les titres dont la possession lui sera nécessaire pour s'assurer une influence prépondérante dans la direction des grands organismes bancaires qui exercent actuellement, dans leur ensemble, le monopole du crédit. »

L'assujettissement des instituts bancaires soumis à la « tutelle » de l'État, et de la Banque Nationale, Banque d'Émission, à ce nouvel Institut de Crédit de l'État

« La création d'un COMMISSARIAT FINANCIER relevant directement du pouvoir législatif et chargé de la direction générale du crédit, du régime monétaire et du mouvement de la balance des comptes. »

Notons bien qu'il ne s'agit pas de la nationalisation des Banques, de leur fusion dans *une seule* Banque. Chaque Banque garde son organisation indépendante. Les banques seront seulement tenues de vendre une partie de leurs actions au nouvel institut de crédit de l'État et de se soumettre aux directives de l'institut central. Le texte du plan de Man ne laisse aucun doute : il s'agit bien de *l'achat* des titres, même si le mot « *expropriation* » est employé :

« Les rachats de titres qui pourraient être nécessaires se feront soit par la cession de gré à gré, soit par des mesures d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités de

remboursement seront à charge de l'Institut de Crédit. Elles revêtiront une forme qui empêche leur réutilisation à des fins préjudiciables à l'intérêt du nouveau régime. »

L'expropriation dont de Man parle n'est point l'expropriation dans le sens révolutionnaire. Ce n'est pas l'expropriation sans indemnité mais « l'expropriation » dans le sens du Code civil bourgeois, pour cause d'utilité publique, comme cela se fait couramment en régime capitaliste. On a besoin, par exemple, d'un terrain ou d'un champ pour construire un chemin de fer. Le propriétaire et la société ne peuvent pas s'entendre sur le prix. Dans ce cas, le terrain peut être « exproprié », cela veut dire *qu'une commission de l'État détermine le prix devant être payé.*

Chose piquante : pendant que le P.O.B, entame une propagande, de longue haleine (les élections ne sont pas pour demain), pour la réalisation de la « nationalisation » du crédit et demande aux ouvriers de renoncer à cet effet à toute lutte partielle qui pourrait entraver cette propagande, la « nationalisation du crédit » *est réalisée dans un État éminemment capitaliste.* En effet, aux États-Unis, en 1933-1934, toutes les Banques, en vertu d'une nouvelle loi « ad hoc », ont émis de nouveaux titres qu'elles ont vendus à la « *Reconstruction Finance Corporation* », l'*Institut Central de crédit de l'État*, La « *Reconstruction Finance Corporation* » possède certainement « *une influence prépondérante* » sur les grandes Banques américaines, elle possède certainement « *la direction générale du crédit, du régime monétaire et du mouvement de la balance des comptes* ».

Il y a encore un autre pays, aussi nettement capitaliste que les États-Unis où la « nationalisation du crédit », dans le sens du « Plan » de Man est réalisée, sinon formellement, du moins dans son essence, c'est *l'Allemagne fasciste.* Les grands instituts monétaires y sont ou bien étatisés, comme la *Reichskreditgesellschaft*, la *Gelddiskontobank*, la *Preussenkasse*, etc. ou bien l'État possède la part décisive de leur capital, comme la *Dresdner Bank* ou la *Deutsche Diskontobank*. Tous les instituts monétaires dépendent de la *Reichsbank* et le président de la *Reichsbank*, [M. Schacht](#) – tout en ne portant pas le titre sonore de « *commissaire* ⁸ *des finances* » – est en réalité le dictateur du crédit en Allemagne.

Ceux des ouvriers belges, qui, sous l'influence de la propagande fébrile du P.O.B. se sont laissés séduire par la formule de la « nationalisation du crédit », doivent en face des faits que nous venons de rapporter, entrer tout au moins dans la voie du doute. Il est évident que la « nationalisation du crédit », dans le sens du plan de Man, ne peut en rien diminuer la misère de la classe ouvrière. Aux États-Unis, le nombre de chômeurs se monte toujours à 11 millions, le coût de la vie augmente rapidement, les salaires baissent, le profit du capital s'accroît sans cesse. Inutile d'évoquer la misère des ouvriers en Allemagne fasciste.

Mais les partisans de Henri de Man peuvent demander si la « nationalisation du crédit » n'améliore pas la situation des ouvriers, si elle ne signifie pas un pas en avant vers la réalisation du socialisme, pourquoi Lénine lui-même dans sa brochure : *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* a-t-il préconisé la nationalisation des Banques à titre de revendication révolutionnaire ?

Regardons cela de plus près.

8 Signalons ce fait curieux : un chef des fascistes japonais Kita Ikki a élaboré dix ans avant de Man, dans son livre *Projet de loi pour la reconstruction du Japon*, le programme suivant de la nationalisation du crédit : « *Un Ministère des Banques sera fondé. Le capital sera assuré par la confiscation du capital des Banques ou autres entreprises privées dépassant une norme fixée (10 millions de Yen). Les capitaux étrangers seront fusionnés. Les autres ministères économiques recevront des crédits. Les banques privées reçoivent des crédits. Les cours et les prix seront régularisés* », etc. (voir O. Tanin et E. Johann : *Le mouvement fasciste belliqueux au Japon*. Moscou 1933, p. 63). On voit que Kita Ikki est « plus socialiste » que de Man. Il proposa de confisquer tout capital bancaire dépassant 10 millions sans indemnité, tandis que de Man ne veut s'emparer des titres des Banques que contre une indemnisation intégrale.

D'abord Lénine ne revendique ni la nationalisation du « crédit » ni la *participation de l'État* aux banques qui restent en possession des capitalistes privés, mais : « *La fusion de toutes les Banques en une seule, et le contrôle de l'État sur ces opérations, c'est-à-dire la nationalisation des banques* ».

Lénine nous explique également pourquoi un contrôle efficace de l'État est impossible sans la fusion de toutes les banques en une seule :

« ... *Un contrôle réel sur les Banques particulières et leurs opérations est impossible, car on ne peut pas découvrir les manipulations compliquées et rusées qui sont appliquées dans l'établissement des bilans, dans la création des entreprises et des succursales fictives, dans l'emploi des hommes de paille et autres méthodes analogues. Seule la fusion de toutes les Banques en une seule... donne la possibilité d'un véritable contrôle.* »

Ce qui était juste pour la Russie, est encore plus valable pour la Belgique. Les banques russes faisaient presque exclusivement des affaires à l'intérieur du pays. Mais les grandes banques belges ont leurs « intérêts » dans le monde entier. Par exemple, la « Société Générale » participe aux entreprises étrangères suivantes : Banque Belge pour l'Étranger ; Banque Italo-Belge ; Société Hypothécaire Belgo-Américaine ; Banque d'État du Maroc ; Banque de l'Union Parisienne ; Wiener Bankverein ; Banque du Congo Belge ; Banque Commerciale du Congo. De plus, la « Société Générale » participe à plusieurs grandes entreprises industrielles, telles que les mines de cuivre du Haut-Katanga, du Congo, le Métropolitain de Paris, et presque toutes les grandes entreprises industrielles de la Belgique. Plusieurs de ces grandes banques, comme l'Union Parisienne ou la Wiener Bankverein, ont des succursales innombrables dans tous les pays du monde. Comment peut-on soumettre un système aussi compliqué à un contrôle exercé de *l'extérieur* ? Comment peut-on empêcher la transmission des fortunes d'une entreprise à une autre ? Comment peut-on empêcher que des contrôleurs nommés par l'institut de Crédit de l'État, ne soient corrompus par les hommes de la « Société Générale », tant que ceux-ci disposeront directement de milliards ? Un contrôle n'est *possible* que dans le cas où toutes les Banques sont fusionnées, nationalisées.

C'EST LA NATURE DE L'ÉTAT QUI DOIT DIRIGER LES BANQUES QUI DÉCIDE EN DERNIÈRE ANALYSE

Ainsi, sans la *fusion* des Banques, un véritable contrôle et une véritable direction ne *sont pas possibles*. Mais ce n'est pas cela qui constitue d'après Lénine, *le facteur décisif*. *Le facteur décisif réside dans la nature de l'État qui exerce le contrôle et la direction.*

Reproduisons toute la pensée de Lénine.

En septembre 1917, à la veille de la révolution d'Octobre, Lénine, dans son article retentissant intitulé « *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* » formula le mot d'ordre de la nationalisation des banques comme un chaînon parmi d'autres revendications révolutionnaires *transitoires* qui avaient pour tâche de *conduire* les masses vers la révolution prolétarienne. Lénine montrait en même temps que ces revendications peuvent être des planches de salut pour éviter la catastrophe qui s'approche à grands pas, mais à la condition seulement qu'elles tendent effectivement à établir le socialisme. Et pour qu'il en fut ainsi, il était nécessaire que ces revendications fussent réalisées non par l'État russe existant alors, qui s'intitulait « *État révolutionnaire démocratique* » mais conservait en fait son caractère révolutionnaire-bureaucratique et défendait les intérêts des capitalistes, mais par un État vraiment démocratique, c'est-à-dire un État qui « *effectivement défendrait les intérêts de la majorité de la population et serait réellement révolutionnaire* », un État qui « *briserait de la façon la plus décidée et la plus impitoyable tout ce qui est nuisible, tout ce qui a survécu* ». Un tel

État, disait Lénine, ne peut être érigé que par la conquête du pouvoir, par le prolétariat avec le parti bolchevik à sa tête. Un tel État ne peut être que la « *dictature révolutionnaire de la démocratie dirigée par le prolétariat révolutionnaire* », que l'État soviétique, que « *la démocratie marchant en union avec le prolétariat et le soutenant comme la seule classe intégralement révolutionnaire* ». Que l'État qui réalise « *l'alliance des paysans les plus pauvres, c'est-à-dire, de la majorité des paysans avec le prolétariat.* »

Ainsi Lénine reliait étroitement le mot d'ordre de la nationalisation des banques et les autres revendications révolutionnaires transitoires, avec intégration paysanne de la révolution russe en une révolution prolétarienne et avec l'établissement de la dictature du prolétariat.

Dans quel cadre, par contre, les auteurs du « Plan » placent-ils leur « nationalisation » des banques ? Dans le cadre de la *Constitution du Royaume de Belgique*, dans le cadre d'un État essentiellement bourgeois et capitaliste. En effet, nous lisons dans le Plan : « ... *Le P.O.B. entame dès à présent la lutte pour la conquête du pouvoir, par tous les moyens constitutionnels, en vue de la réalisation du Plan. Et déclare qu'il ne prendra en considération aucune participation à un gouvernement qui n'adhérerait pas au Plan du Travail comme programme d'exécution immédiate, mais qu'il est prêt à accepter, pour la conquête et l'exercice du pouvoir, l'appui de tous les groupements qui s'y rallieront.* »

Donc, la « *conquête du pouvoir* », par une majorité parlementaire en vue de la réalisation du « Plan ». Pour arriver à ce but, il y a deux voies : ou obtenir la majorité aux prochaines élections parlementaires, ou former un gouvernement de coalition dont le programme comprendrait la réalisation du « Plan ».

Le parlement belge actuel a été élu en 1932. Les nouvelles élections auront lieu en 1936. Le plan servira certainement de plate-forme électorale, de Man souligne dans son discours au congrès :

« *Le Plan ne peut bien fonctionner que si nous parvenons à convaincre une majorité que ses intérêts l'exigent.* »

Supposons que le P.O.B. obtienne un peu plus de la moitié des mandats aux élections. Sans doute ce n'est pas très probable, mais cela n'est tout de même pas impossible. Qu'arriverait-il ? Après les expériences italienne, allemande, autrichienne, polonaise, etc. Vandervelde, de Man, Mathieu, pensent-ils que la grande bourgeoisie belge désarmerait devant une majorité parlementaire ? Pensent-ils que la grande bourgeoisie qui dispose de l'armée, de la police, des organisations fascistes armées, de tout l'appareil de l'État, de richesses énormes, que cette grande bourgeoisie se soumettrait simplement aux ordres d'un gouvernement qui ne s'appuierait que sur une faible majorité des bulletins de vote, mais sur aucune force armée ?

Il est impossible de supposer qu'ils le pensent sincèrement.

Le parlement n'a toujours été qu'un instrument de la domination de la bourgeoisie. Si l'instrument se dresse contre son maître, on le brise et on le rejette. *La bourgeoisie considère toujours le parlementarisme comme un moyen d'exercer (et de voiler) sa domination de classe. Jamais le parlement n'est pour elle un but en soi-même.* Mussolini en Italie, [Pilsudski](#) en Pologne, Hitler en Allemagne se sont emparés du pouvoir sans majorité parlementaire ; le fait qu'ils n'avaient au parlement qu'un infime minorité n'a nullement empêché Mussolini ni Pilsudski d'instaurer la dictature fasciste de la bourgeoisie.

Cette question est tellement logique que les *ouvriers* belges devraient la poser et l'ont posée effectivement. Quelle fut la réponse des chefs du P.O.B. ? Dans son discours au congrès de Man dit : « *Nous poursuivons la conquête du pouvoir par une action pacifique, légale, constitutionnelle, conforme aux méthodes de la démocratie... Des camarades ont dit qu'on ne peut réaliser le Plan par les voies constitutionnelles devant la réaction violente de nos adversaires. Il faut se servir de la liberté pour conquérir la majorité. Seule une attaque contre nos libertés pourrait nous obliger à sortir des voies*

constitutionnelles... Mais si l'on touche à nos libertés nous ne nous laisserons pas étouffer comme les socialistes allemands. »

C'est mot à mot ce que disaient les austro-marxistes, les « gauches ». Mais l'expérience des combats armés en Autriche qui éclatèrent contre la volonté des chefs du parti socialiste autrichien démontre clairement *qu'on ne peut pas entreprendre une lutte armée victorieuse pour la défense des libertés dans l'État bourgeois* : le prolétariat doit entreprendre l'offensive, abattre la domination de la bourgeoisie, instaurer le pouvoir révolutionnaire démocratique des ouvriers et paysans armés, briser le vieil appareil de l'État et mettre à sa place un nouvel État. C'est la seule voie qui permette de défendre la liberté, de la conquérir. (Dans l'État bourgeois, la « liberté » n'est toujours que très limitée, relative, si elle n'est pas une simple tromperie). Seul un tel État pourrait réellement réaliser la Nationalisation des banques.

Mais les Vandervelde, de Man, Huysmans ne songent nullement à une lutte armée contre la bourgeoisie pour réaliser le Plan. Et la bourgeoisie se rend bien compte que ni Vandervelde l'ancien ministre, ni de Man, auquel Hitler lui-même ne dispute pas le droit d'enseigner et d'écrire en Allemagne, ne présentent aucun danger pour sa domination. Ils proposent de réaliser leur « Plan » – sans trop y croire d'ailleurs – exclusivement dans le cadre d'un régime parlementaire bourgeois, c'est-à-dire d'un État bourgeois et en coalition avec des partis bourgeois. Mais dans le cadre d'un État dominé par la bourgeoisie, la « *nationalisation du crédit* » proposée dans le « plan » ne pourrait en rien améliorer la situation du prolétariat !

Nous le *démontrerons* concrètement plus loin. Mais occupons-nous d'abord de la « nationalisation » des « *industries des matières premières* », puisque les propagandistes dû Plan soulignent à chaque occasion que le jugement concernant le Plan doit porter sur le Plan dans son *ensemble*.

«NATIONALISATION» DES INDUSTRIES DES MATIÈRES PREMIÈRES

La nationalisation des industries des matières premières, c'est la deuxième « grande » mesure du Plan. Nous citons textuellement le Plan :

« Le pouvoir législatif prendra les mesures nécessaires pour organiser en services publics les principales industries monopolisées qui produisent des matières premières ou de l'énergie motrice. Dans chacune de ces industries, il sera créé un consortium chargé de la soumettre aux directives du Plan.

« Ces différents consortiums industriels acquerront, suivant les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour l'Institut de Crédit, les titres dont la possession leur assurera une influence prépondérante dans la direction des entreprises de leur ressort respectif. L'Institut de Crédit délivrera procuration aux consortiums industriels pour les titres faisant partie du portefeuille des banques nationalisées. »

Traduit en langage simple, on propose ce qui suit : L'Institut de Crédit qui sera fondé *achète une partie* des titres des industries monopolisées produisant les matières premières de l'énergie motrice. Rien n'est dit sur le volume de cette partie. « *Influence prépondérante* » – cela peut signifier 51 % des titres, mais aussi 25 à 30 %. Il ne s'agit donc point de la nationalisation des industries monopolisées, ni de leur transformation en propriété de l'État – encore moins de l'expropriation—mais de leur transformation en « entreprises économiques mixtes » propriété commune de l'État et des capitalistes privés. C'est une forme très répandue dans les pays capitalistes. Il en est de même pour les banques qui

ne seront pas « nationalisées », qui ne seront pas propriétés de l'État, mais qui seront transformées en entreprises économiques mixtes.

Avant d'examiner ce que cela signifierait pour le prolétariat, essayons de nous faire une idée du nombre d'ouvriers que travailleraient dans ces entreprises économiques mixtes, et ceux qui resteraient dans le « secteur privé » auquel on dit d'avance qu'on ne touchera pas.

Ce calcul se heurte à certaines difficultés parce que le Plan ne nous apprend pas – et dans les discours et les articles il n'en est rien dit non plus – *si l'ensemble de l'industrie qui produit des matières premières, c'est-à-dire toutes les entreprises qui produisent les matières premières* seront « nationalisées » ou s'il s'agit *seulement des entreprises monopolisées*. Pour ne pas nous exposer au reproche de tenter de diminuer l'importance du Plan, supposons que *toutes* les entreprises de l'industrie des matières premières doivent être « nationalisées ». Quelle sera la partie des ouvriers belges qui travailleront dans ce secteur « nationalisé » ? Le tableau de « *la situation économique de la Belgique en 1932* » publié par la Banque Nationale de Belgique donne les chiffres suivants concernant les ouvriers travaillant dans les branches d'industries qui seront ainsi englobés dans la « nationalisation » :

	1932, en milliers
Mines de Charbon	130
Cokeries	4
Hauts-fourneaux	6
Aciéries	9
Laminoirs	23
Fonderies de zinc	5
Autres métaux	4
Carrières	28
	<hr/>
	209

200.000 ouvriers (en chiffres ronds) seulement de la totalité des ouvriers belges, *travailleraient dans l'industrie nationalisée qui produit des matières premières, A tous les autres, aux 2 millions* (en chiffres ronds) l'application du Plan de Man n'apportera aucun changement dans leur situation actuelle. Nous n'avons pas trouvé le nombre des ouvriers des entreprises de force motrice qui doivent également être nationalisées, mais ce nombre comme l'on sait, est minime.

Nous montrerons plus amplement, par la suite, que la « nationalisation » n'apportera aucune amélioration à la situation du prolétariat. Ici nous ne voulions établir que ceci : la thèse d'un « *changement structurel* » profond de l'économie belge, mise en avant par les auteurs et les défenseurs du Plan, est absolument fausse.

Il ne s'agit que de la participation de l'État à des branches de l'industrie qui occupent à peu près le dixième des ouvriers belges. Rien de plus.

LE TABLEAU DU CAPITALISME SELON HENRI DE MAN

Si le plan de Man était réalisé nous verrions le tableau suivant :

1° *La nature de l'État ne changera pas.* – L'État de la bourgeoisie dominante, subsistera. Le roi restera à sa place. L'armée, la police, la gendarmerie resteront telles quelles, sous l'ordre des mêmes officiers. Les ouvriers et paysans resteront sans armes.

2° *Les moyens de production demeureront la propriété des capitalistes.* – En ce qui concerne le secteur « privé », le Plan indique expressément : « *Toutes les branches de l'économie qui n'ont pas été envisagées dans les chapitres précédents [c'est-à-dire les instituts monétaires et les industries qui produisent des matières premières] constituent le secteur privé de l'économie.* » *Dans ce secteur, il ne sera apporté aucun changement au régime de la propriété.* »

En, ce qui concerne le « secteur nationalisé », les moyens de production restent, en fait, également à la disposition des capitalistes, puisque l'État se borne à acheter la quantité de titres qui lui assure une « *influence prépondérante* » dans les entreprises, « nationalisées », et puisque cet État qui doit exercer cette influence demeure le vieil État bureaucratique de la bourgeoisie.

3° *On ne touchera pas aux fortunes des classes dominantes.* – Si l'on parle dans les discours d'agitation de « *l'expropriation des expropriateurs* », c'est de la vulgaire démagogie. Le Plan dit textuellement : ou vente de titres de « *gré à gré* », c'est-à-dire volontairement, ou « *expropriation* » dans le sens bourgeois, c'est-à-dire fixation du taux d'achat des titres par une commission d'État.

Citons un article de de Man paru dans le « *Peuple* » du 21-3-34 :

« J'aurai même à démontrer que pour la bonne réussite du Plan il y a intérêt à réduire les transferts de propriété qui pourraient être nécessaires au minimum indispensable à l'exercice de l'autorité acquise pour une économie dirigée. La meilleure solution à ce point de vue serait celle qui permettrait au Commissariat financier et à l'Institut de Crédit d'exercer l'influence prépondérante que le Plan revendique, sans même qu'il soit nécessaire de racheter des titres de propriété ou à plus forte raison d'exproprier leurs détenteurs. »

Non seulement on ne touchera pas aux fortunes des grands capitalistes mais *ceux-ci feront même certainement d'excellentes affaires en vendant leurs titres à l'État.*

Imaginons un instant comment se fera pratiquement le rachat des titres. Au cas où les capitalistes ne réussiront pas à recevoir le prix demandé de « *gré à gré* », une commission d'État fixera le taux de rachat. Qui seront les membres de cette commission ? Certainement pas les ouvriers des usines, mais de hauts fonctionnaires de l'État, des juges hauts placés, peut-être un représentant des syndicats ouvriers. Dans leur majorité il s'agira d'hommes qui d'après leur situation de classe, leur éducation et leurs « relations », seront entièrement aux côtés de la bourgeoisie. Nous ne parlons pas de *corruption directe*, quoiqu'elle ne manquera pas de se produire dans la pratique. L'avantage serait du côté des capitalistes, comme toujours quand un capitaliste puissant fait des affaires avec l'État.

L'exemple de l'industrie charbonnière belge qui est de loin la plus grande des industries devant être « nationalisées », nous montre l'ampleur des capitaux mis en jeu :⁹

	Bénéfice en millions de francs :	Gain par rapport à la valeur nominale :	Cours des actions des mines de charbon en juillet :
1928	193	11.3	157
1929	162	10.3	187
1930	346	14.6	116
1931	118	6.2	94
1932	6	3.2	51

Nous voyons que malgré la forte diminution des salaires sur laquelle nous reviendrons, les bénéfices de l'industrie charbonnière belge ont diminué considérablement à cause de la concurrence

⁹ Tous les chiffres sont pris dans La situation économique de la Belgique en 1932.

du charbon anglais et allemand et de la grande grève du Borinage. Il en résulta la chute des cours des actions. Le capital investi dans l'industrie belge était de 2.514 millions de francs à la fin de décembre 1932. Cette somme comprend 692 millions d'obligations à intérêt fixe et 1.822 millions d'actions. Pour gagner une « *influence prépondérante* », l'État devrait acheter 900 millions d'actions. La commission se trouvera devant le problème suivant : les titres seront-ils rachetés à un taux de 187, de 116, ou de 51 ? Si le rachat se fait au taux de 51, l'État paiera une somme de 459 millions de francs aux capitalistes du charbon. Si le rachat se fait au taux de 187, l'État paiera une somme de 1.683 millions de francs aux capitalistes du charbon, pour 900 millions de capital nominal d'actions. *Une hausse ou une baisse de 1 % représente 9 millions de francs pour les capitalistes*. On peut facilement imaginer que les capitalistes mobiliseront tous leurs savants et économistes (rappelons que de Man est des leurs), pour prouver que le taux n'est pas 51 mais 187, que chaque membre de la commission peut toucher des millions de francs s'il est assez complaisant pour céder aux exigences des capitalistes du charbon au moment où le taux de rachat sera fixé. Et où est le fonctionnaire qui pourrait résister à un cadeau qui dépasse le salaire total gagné pendant toute sa carrière de fonctionnaire ? Il y en aura peu. Ce qui est dit pour les mines de charbon vaut aussi pour les banques et pour toutes les autres entreprises dont les titres seront rachetés par l'État.

Et qui défendra l'intérêt de l'État contre cette pression des capitalistes ? Monsieur de Man, le futur « Commissaire des finances », le collaborateur régulier et bien payé de la « Banque Nationale » qui est elle-même liée par des milliers de liens aux capitalistes de charbon ? Ou les chefs des coopératives gérées d'après des principes purement capitalistes ?¹⁰ Ou les dirigeants de la « Banque du Travail » qui a de vastes intérêts dans l'exploitation capitaliste de la colonie du Congo, qui, déjà l'année dernière, a sollicité et obtenu un crédit auxiliaire de 82 millions de francs de l'A.N.I.C. ?¹¹

Il est évident que la « nationalisation », c'est-à-dire la participation de l'État aux entreprises capitalistes ne serait pas dans ces conditions l'expropriation mais une excellente affaire pour les capitalistes. Il en est toujours ainsi quand un État bourgeois quelconque achète des titres d'une société privée. *Seul un État révolutionnaire*, seul le pouvoir armé des ouvriers et paysans, qui supprime le vieil appareil de l'État bourgeois et lui substitue les Soviets des travailleurs, qui chasse les hauts fonctionnaires de l'ancien État et exproprie sans indemnité les grandes entreprises, peut réaliser la vraie nationalisation dans l'intérêt des travailleurs. Ce que proposent de Man et les chefs du P.O.B. *ne peut être* – si jamais cela est réalisé – *qu'une « nationalisation » dans l'intérêt de la grande bourgeoisie*.

4° *La répartition des revenus ne sera pas changée*. – Dans les articles et discours en faveur du Plan nous trouvons très souvent l'idée suivante : En période de crise il n'y a aucune chance de réussir à modifier la répartition des revenus en faveur des ouvriers par des luttes de salaires, par des grèves. C'est pourquoi il faut entreprendre la lutte pour changer la « structure du capitalisme » dans le sens du Plan.

Cette idée est tout à fait fautive si l'on se place au point de vue de l'ouvrier. Qu'importe à l'ouvrier que les titres de l'entreprise où il travaille soient répartis, dans telle ou telle proportion, entre le capitaliste privé, la « Société Générale » et l'État bourgeois ? Tant qu'il n'est qu'un prolétaire exploité il s'intéresse seulement au salaire qu'il reçoit pour sa peine. Tant que les moyens de production et la marchandise qu'il produit appartiennent au capitaliste, il ne s'intéresse pas à la « structure de l'économie », il ne s'intéresse qu'à la répartition du produit de son travail entre lui et le capitaliste. Une amélioration de ses conditions de travail, une augmentation de son salaire, voilà ce que l'ouvrier attend avant tout de la réalisation du « grand plan ». *Mais c'est en vain que nous cherchons dans les innombrables articles et discours sur le plan une perspective claire d'augmentation des salaires de 10 ou de 20 % dans les « industries nationalisées »*. Ils fourmillent de belles phrases, mais nous n'y trouvons

10 Dans son petit livre, paru avant la guerre, de Man indique : « *La coopérative de tissage de Gand, financée par le Vooruit, s'est transformée récemment en Société anonyme... la Société reste affiliée au parti et le porteur d'une action est qualifié membre du parti. Ainsi, l'on peut devenir membre du parti à la Bourse en achetant une action de cette entreprise socialiste.* » (*Le Mouvement Ouvrier en Belgique*, page 20.)

11 Association Nationale des Industriels et Commerçants (Note MIA)

nulle part une promesse claire que les salaires diminués, par exemple, par les maîtres des charbonnages pendant la crise, *seront relevés*, à la suite de la « nationalisation de l'industrie du charbon ».

Et pourtant, cette question est beaucoup plus importante pour l'ouvrier belge que toutes phrases, vides de contenu concret sur « l'élargissement du marché intérieur », sur la « prospérité économique accrue », sur les « mesures préventives contre la crise ».

Car déjà avant la crise la situation des ouvriers belges était pire que celle des ouvriers de n'importe quel autre pays voisin. A titre de preuve citons les statistiques du Bureau International du Travail de Genève, qui, certainement, n'est pas suspect de partialité en faveur de notre thèse.

Nombres-indices du niveau relatif des salaires réels dans différentes villes, calculés d'après le coût des denrées alimentaires.¹²

(Base de Londres, juillet 1923 = 100)		
	1928	1929
	Janvier	Janvier
Berlin	68	77
Bruxelles	47	52
Londres	103	105
Paris	61	59
Philadelphie	194	206

Ces chiffres ne sont naturellement qu'approximatifs, mais ils démontrent *grosso modo*, que les ouvriers belges ne pouvaient acheter avec leurs salaires qu'un quart de ce que pouvaient acheter les ouvriers américains, la moitié de ce que pouvaient acheter les ouvriers anglais, les deux tiers de ce que pouvaient acheter les ouvriers allemands et de 15 à 25 % moins de ce que les ouvriers français pouvaient acheter en denrées alimentaires.

Pendant la crise, le Capital belge a continué à baisser impitoyablement les salaires de ses ouvriers.

Le « Bureau International du Travail » donne les chiffres suivants :

Taux usuel ou minimal des salaires horaires pour les ouvriers adultes¹³

Juin	Constr. mécanique		Bâtiment	Aide-	Ind. du Bois	
	Tourneur	Manceuvre	Charpent.	maçon	Ebéniste	Pol.
1930	6.25-7.50	4.50-4.75	7.50-7.75	5.75-6.—	7.05	7.25
1931	5.80-6.90	4.20-4.45	6.75	5.75	6.75	6.75
1932	5.40-6.45	3.90-4.20	6.—	4.25	5.30	6.30
1933	5.40-6.45	3.90-4.20	5.50	4.—	5.85	5.85

La diminution des salaires pendant la crise est de 15 à 33 %. Pour ceux qui pourraient douter de la valeur objective des chiffres fournis, par le Bureau International du Travail nous en appelons au témoignage d'une source purement capitaliste. Dans le rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique, on trouve le passage suivant sur la diminution des salaires dans les mines de charbon.¹⁴

« Lorsque vint la crise, les charbonnages durent se borner à reprendre une partie de ce glissement. Le 6 juillet 1930 ils reprirent les 6 % d'augmentation extra-conventionnelle qu'ils avaient accordés le 4 août 1929, et de même le 5 octobre 1930, ils reprirent les 4 % de glissement

12 « *Revue Internationale du Travail* », avril 1929, page 398.

13 « *Revue Internationale du Travail* », octobre 1933.

14 « *Bulletin d'informations* ». Banque Nationale de Belgique, 26-4-1933. Page 265.

accordés le 20 octobre 1929. Mais ils ne révisèrent le salaire contractuel que le 1^{er} janvier 1931. Jusqu'au 11 juin 1931, les diminutions contractuelles, au nombre de 5 atteignirent donc 25 %, à quoi il faut ajouter les 10 % de glissement, pour se rendre compte des répercussions de ces baisses sur la population minière... Après la dernière réduction conventionnelle de 5 % en date du 19 juin 1932... »

En additionnant les diminutions de salaires des mineurs dans le texte que nous venons de citer, *le total de la diminution des salaires est de 40 % pendant la crise*. Le coût de la vie, d'après les chiffres officiels, entre 1929 et 1933 a baissé (base 1921-100) de 220 à 182. Cela signifie une diminution de 17 %. *D'après les calculs des capitalistes eux-mêmes les ouvriers mineurs belges travaillant la semaine entière peuvent acheter avec leurs salaires 28 % moins de pain, viande, chaussures, vêtements qu'il y a quatre ans. A cela s'ajoute le chômage d'un nombre énorme d'ouvriers mineurs.*¹⁵

La « Nationalisation » de l'industrie charbonnière, si elle doit intéresser les mineurs, doit donc apporter le relèvement des salaires abaissés pendant la crise. Mais c'est en vain que nous cherchons dans le Plan et dans les articles un mot clair, sur la question des salaires.

Nous posons donc la question à de Man, Vandervelde et aussi au « gauchiste » Spaak, amateur du plan : les salaires abaissés pendant les années de la crise seront-ils relevés par la nationalisation de l'industrie charbonnière ?

Oui ou non ?

Ou bien la nationalisation permettra-t-elle seulement aux capitalistes du charbon de vendre une partie de leurs titres à l'État à des prix élevés et de faire une excellente affaire ?

de Man et les défenseurs du Plan soulignent constamment que ce n'est pas un changement dans la répartition des revenus qui est prévu, mais un « *changement de structure* ». Cela prouve clairement que la répartition actuelle des revenus qui assure des revenus énormes à un petit groupe de capitalistes et qui condamne les ouvriers à la misère ne sera pas changée par la nationalisation.

Il est peut-être utile de donner quelques chiffres sur la répartition des revenus en Belgique pris dans une étude du professeur F. Baudhuin de l'université de Louvain.

En 1928 (il n'existe pas de chiffres plus récents), les revenus annuels étaient :

de moins de 10.000 francs	pour	2.700.000	contribuables
entre 250.000 et 500.000 fr.	»	1.800	»
» 500.000 et 1 million	»	491	»
» 1 million et 2.5 millions	»	134	»
» 2.5 millions et 5 millions	»	34	»
» 5 et 10 millions	»	4	»
de plus de 10 millions	»	5	»

Le professeur F. Baudhuin, un catholique, donne les chiffres suivants de la répartition du revenu national en Belgique avant la guerre :¹⁶

15 En 1927 il y avait 175.544 ouvriers occupés dans les mines belges ; en 1932 il n'y en avait que 130.143. Un ouvrier sur quatre est chômeur.

16 *La structure économique de la Belgique*, Louvain 1926, page 113.

Fortune acquise	27 %
Commerçants et agriculteurs	39,5 %
Salaires ouvriers	33,5 %
	100 %

La part des ouvriers belges était inférieure à celle des ouvriers de n'importe quel autre pays industriel ; il est certain que pendant la grave crise économique actuelle elle n'a pas changé en faveur des ouvriers.

Cette répartition des revenus où la famine frôle constamment la grande masse des ouvriers tandis que quelques centaines d'hommes jouissent d'un revenu annuel d'un million, restera intacte après la réalisation du Plan.

Le Plan prévoit formellement que le « secteur privé » comprendra la plus grande partie de l'économie belge :

« Dans toutes les branches de la production qui sont organisées sur des bases capitalistes, mais sans entrer dans la catégorie des monopoles du crédit, de la force motrice ou des matières premières, envisagée aux chapitres précédents, maintenir le régime actuel de la libre concurrence, débarrassée des entraves du capitalisme monopoliste.

« Dans ce secteur, il faut permettre au régime de la concurrence de donner tout ce qu'il peut donner au point de vue du développement de l'esprit d'initiative et d'invention et de la recherche d'une productivité et d'une rentabilité accrues. »

L'essentiel réside dans *les derniers mots* : ils signifient que chaque capitaliste du secteur « privé » qui embrasse les neuf dixièmes de l'industrie belge, (sans parler de l'agriculture), peut employer, comme jusqu'à présent, tous les moyens de la concurrence libre, dans la recherche d'une « *rentabilité accrue* ». Cela signifie qu'après la réalisation du Plan, les capitalistes de l'industrie du textile, des constructions mécaniques, des produits chimiques, etc. auront le droit de travailler pour « l'augmentation de la productivité », sans être gênés par l'État, en accélérant la marche des machines et en obligeant les ouvriers à travailler d'avantage. Sans être gênés par l'État, ils auront le droit de continuer à abaisser les salaires des ouvriers pour rechercher une « *rentabilité accrue* ».

L'État, en bon État bourgeois, restera « neutre » comme auparavant, dans la lutte entre le capital et le travail, il ne s'immiscera nullement dans le jeu de la concurrence libre, tant que les « intérêts vitaux de la société » ne semblent pas menacés. Si, un jour, dans une grande grève, l'alimentation des grandes villes, le transport ou la défense nationale sont menacés, le futur président « socialiste » du conseil ou le ministre de l'Économie – également un « socialiste » – de la Belgique mobilisera des briseurs de grève et les protégera par des forces armées comme les ministres bourgeois belges l'ont fait jusqu'à présent, ou comme l'ont fait Mac Donald en Angleterre et Severing en Allemagne. L'État d'essence bourgeoise est obligé d'agir dans l'intérêt des capitalistes et contre les ouvriers. Il importe peu que ce soient des « socialistes » qui occupent les sièges des ministres. Cela est archi prouvé par toute l'expérience historique de la période d'après-guerre. C'est *ou la bourgeoisie ou le prolétariat* qui a le pouvoir dans un État, Tant que la bourgeoisie reste en possession des moyens de production, tant qu'elle reste en possession de ses revenus et de sa fortune, c'est elle qui est la classe dominante, l'État est *son* État, l'État bourgeois, qui forcément opprime les ouvriers, même si des « socialistes » sont à la tête du gouvernement, c'est-à-dire exercent les fonctions de fondés de pouvoirs de la classe capitaliste.

Nous sommes donc arrivés à la constatation : dans le secteur « privé », *la répartition des revenus restera ce qu'elle est actuellement*. Si, cependant, le plan indique presque en guise d'excuse que : « *Cette économie privée sera néanmoins une économie dirigée, parce qu'elle sera conditionnée, au même titre*

que le secteur nationalisé, par les directives générales indiquées au chapitre VI », ce ne sont que des phrases creuses, dépourvues de contenu concret. C'est ce que nous démontrerons par la suite.

D'ailleurs le Plan n'entraînera aucune diminution ni de revenus, ni de fortune, pour les capitalistes dont les ressources proviendront du secteur « nationalisé ». L'État achètera une partie de leurs titres à des prix élevés. Ils seront donc libres, si tel est leur plaisir, de placer comme capitalistes leurs capitaux dans le secteur « privé ». Ils peuvent acheter des obligations de l'État, ils pourront placer leur argent dans des entreprises belges à l'étranger ou dans des entreprises étrangères en Belgique¹⁷ ou le faire fructifier en exploitant les nègres du Congo (tout comme les coopératives « socialistes » belges). La « nationalisation » ne les rendra pas plus pauvres d'un seul centime, ni en fortune, ni en revenu. Elle les enrichira plutôt.

5° Il n'y a rien de changé dans l'anarchie de la production capitaliste, puisque toute l'économie belge reste capitaliste, puisque les neuf-dixièmes de l'industrie restent sous le régime de la concurrence libre, puisque plus de 50 % de la production de marchandises belges seront exportés, et devront faire face sur le marché mondial à la concurrence des marchandises d'autres pays capitalistes, puisque plus de 50 % des produits de consommation seront importés de l'étranger. Il en résulte comme conséquence inéluctable : crise générale chronique, crises économiques périodiques, chômage massif.

Il est vrai que de Man dans son discours au congrès, eut la témérité de promettre un capitalisme sans crise : « *Le but est de créer un régime économique qui supprime les causes de la crise et tout d'abord la sous-consommation.* »

Ou bien cela n'a aucun sens, ou bien c'est de la démagogie consciente.

Le capitalisme, qu'il soit basé *entièrement* ou en partie sur la concurrence libre, qu'il soit entièrement privé ou farci d'ingrédients de capitalisme d'État, conduira nécessairement à des crises périodiques. Cela est prouvé théoriquement par Marx, pratiquement par *toute* l'histoire du capitalisme dans *tous* les pays du monde ; – la « nationalisation » du crédit et les monopoles des matières premières dans le cadre de l'État bourgeois n'y changeront rien. Et la « sous-consommation » ne peut pas cesser, puisque la classe ouvrière continuera à ne recevoir qu'une partie de la valeur qu'elle produit comme salaire, pendant que l'autre partie restera aux capitalistes sous la forme de plus-value et servira à l'augmentation de leur capital. Il n'y a pas de capitalisme sans « sous-consommation », sans limitation des revenus des ouvriers au minimum déterminé par les profits des capitalistes.

En résumé : L'application du plan conservera intacts les rapports économiques sociaux en Belgique. Surtout : *L'État reste toujours essentiellement le vieil État bourgeois*, qui dans la lutte entre le capital et le travail, entre la bourgeoisie et le prolétariat défendra nécessairement et inévitablement les intérêts du capital, les intérêts de la bourgeoisie contre ceux du prolétariat

Les moyens de production demeurent en possession de la bourgeoisie.

La répartition des fortunes demeure la même. Les millionnaires restent millionnaires, les pauvres restent pauvres.

La répartition des revenus demeure la même. Les ouvriers gagneront toujours juste ce qui les empêche de crever de faim. Les grands capitalistes continueront, bon an, mal an, à empocher des millions.

17 Le plan dit à ce sujet : « *Le régime des capitaux étrangers placés en Belgique et des capitaux belges placés à l'étranger sera soumis aux mêmes principes (que le secteur privé) : liberté de circulation limitée seulement par les nécessités de la prospérité nationale, etc.* »

Le mode de production demeure capitaliste avec des crises périodiques de sur-production, avec « sous-consommation » permanente des masses travailleuses, avec les crises et le chômage en masse, avec toute la misère qu'inflige le mode de production capitaliste au prolétariat

Voilà le véritable tableau de l'économie belge dans l'hypothèse où le Plan de Man serait réalisé.

EN FAVEUR DE QUI L'ÉCONOMIE SERA-T-ELLE «DIRIGÉE»?

Les défenseurs du Plan répondront vraisemblablement comme de Man dans le passage que nous avons cité plus haut : peu importe ce qui sera nationalisé et dans quelles proportions, ce qui importe c'est que l'économie ne soit plus « dirigée » dans l'intérêt du capitalisme monopolisé, mais dans l'intérêt des ouvriers.

Toute l'expérience de la période d'après-guerre, ainsi que de tous les gouvernements socialistes d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre, et des pays Scandinaves prouve qu'il est absolument impossible dans un État *bourgeois* à l'aide de l'appareil du pouvoir *bourgeois de faire une politique contre la grande bourgeoisie, dans l'intérêt des ouvriers*, même si les ministres social-démocrates sont animés des meilleures intentions – ce qui d'ailleurs n'est pas toujours le cas.

Mais, en ce qui concerne le Plan de Man, il est facile de montrer que la politique qu'il prévoit s'oppose parfois en paroles, jamais en fait, à la grande bourgeoisie. *Ce qu'on promet aux ouvriers est très peu et très nébuleux, ce qui est promis aux capitalistes est beaucoup et bien clair !*

Que promet le Plan aux ouvriers ?

« Une politique du travail tendant à la réduction de la durée du travail et à la normalisation des salaires par rétablissement d'un régime contractuel légal du travail : reconnaissance syndicale, commissions paritaires, conventions collectives, minimum de salaire. »

Chacun peut lire de ses propres yeux : le Plan ne promet aucune augmentation des salaires, mais seulement une « normalisation » et des salaires minima. Cela signifie : les salaires actuels, bas à l'extrême, seront considérés comme « normaux », et seront fixés comme salaire minimum ! S'il en était autrement, le Plan dirait simplement : « Augmentation des salaires ». Cette formule décisive pour le prolétariat, nous la cherchons en vain dans le Plan. Or, dans l'État bourgeois, les salaires minima ont la tendance à devenir des salaires maxima. La meilleure preuve en est fournie par les États-Unis où M. Roosevelt, qui n'est nullement socialiste, (bien que d'aucuns en ont fait un membre d'honneur de l'Internationale socialiste) a également introduit le système des salaires minima généraux.

Toutefois on a crû devoir donner aux ouvriers l'espoir d'une amélioration de leur situation, sans cela on risquait de ne pas pouvoir les atteler à la réalisation du Plan. C'est pourquoi on y a inséré le point suivant, d'ailleurs assez obscur :

« Une politique monétaire qui, tout en sauvegardant les avantages que procure à la Belgique l'importance de ses réserves d'or et la stabilité de son change, permette d'accroître le pouvoir d'achat des différentes catégories de revenus du travail. »

Que diable cela veut-il dire ? Comment veut-on arriver à faire une « politique monétaire » qui aboutit à un accroissement du pouvoir d'achat des salaires, tout en sauvegardant la stabilité du change belge, si les salaires ne sont pas augmentés ? Voulait-on promettre que les prix seront baissés par une diminution artificielle de la circulation des billets de Banque ? *La bourgeoisie belge n'y consentira jamais.* Pendant la crise, la lutte contre la chute subite des prix fut précisément la plus grande

préoccupation de la bourgeoisie dans tous les pays. Et c'est pour cette raison que, dans presque tous les pays, aux États-Unis, en Angleterre, au Japon, dans les pays Scandinaves, etc. on eut recours à l'inflation pour pousser les prix à la hausse.

Comment un *gouvernement bourgeois* en Belgique, même s'il était composé dans sa majorité de « socialistes » pourrait-il faire une politique différente ? Si jamais une telle tentative était entreprise, la bourgeoisie transférerait la majeure partie de ses capitaux à l'étranger ; la liberté de la circulation internationale du capital est expressément prévue dans le Plan, ainsi qu'on l'a vu plus haut, par les citations que nous avons données, et la balance des comptes belges deviendrait passive et l'inflation serait inévitable. Une augmentation du pouvoir d'achat des salaires par une « *politique monétaire* » est irréalisable. La tendance en Belgique va également vers une inflation, vers une diminution de la valeur du belga. Et de Man lui-même indique dans divers articles la nécessité d'une « *augmentation de la circulation monétaire* », c'est-à-dire de l'inflation.

Enfin, nous trouvons dans le Plan une *promesse conditionnelle* de l'institution d'assurances sociales générales. Voici le passage en question :

« *Une politique sociale qui tirera parti de ces plus-values budgétaires pour organiser un système complet d'assurances sociales basé sur les cotisations suffisantes des assujettis et de leurs employeurs et qui augmentera la partie du revenu national allant directement à la consommation [!].* »

Ainsi, la reprise économique, espère-t-on, déterminera des plus-values budgétaires et une assurance sociale sera alors organisée. *Quand* cela sera-t-il ? Il va de soi que rien n'est moins certain, étant donné la persistance de la crise. D'autre part, il est erroné de prétendre que l'assurance sociale signifie purement et simplement une augmentation de la partie du revenu national destinée à la consommation directe.

Réfléchissons un instant : Si les frais de l'assurance sont supportés moitié par les ouvriers, moitié par les patrons, il est clair d'abord que dans une moitié des rentes et salaires payés, on ne rend aux ouvriers que ce que l'on avait prélevé sur leurs salaires. (Pas même cela, puisqu'on doit constituer des fonds importants de réserve.) Pour cette moitié, il n'y a qu'un transfert, mais pas une augmentation de la puissance de consommation. En ce qui concerne l'autre moitié elle *pourrait* servir à l'augmentation de la consommation des ouvriers, mais à une *condition*, c'est que les patrons prélèvent les cotisations pour les assurances sociales sur leurs bénéficiaires, et ne les fassent pas retomber par incidence sur les ouvriers en diminuant leurs salaires. Mais ceci ne pourrait être atteint que par des luttes économiques directes des ouvriers.

On voit : le Plan promet et n'implique *aucune augmentation des salaires*, il se borne à des *promesses vagues, irréalisables ou concernant un avenir lointain*. C'est tout ce que cette singulière économie « *dirigée* » doit donner aux ouvriers.

Pour satisfaire le désir des ouvriers (mais également celui d'une grande partie de la bourgeoisie qui veut vendre ses marchandises à l'Union soviétique), la « *reconnaissance* » de l'Union soviétique est envisagée. *Après que toutes les grandes puissances des deux côtés de l'Océan ont reconnu l'Union soviétique* la Belgique peut également y songer, au moins dans le Plan. Vandervelde, ministre des Affaires Étrangères, s'y refusait obstinément, prétextant ses sympathies pour... la Géorgie.

Les promesses, faites par le Plan à la bourgeoisie sont beaucoup plus claires, plus concrètes. Le plan promet :

a) *La stabilité du profit :*

« Une politique des prix organisant la répression des exactions monopolistes et des manœuvres spéculatives sur les marchandises, et tendant à la stabilisation des profits agricoles, industriels et commerciaux [!!]. »

L'essentiel de ce point est indiqué par les mots soulignés : « *La stabilisation des profits du capital privé par une politique des prix de l'État* ». Et pour faire avaler cela par les ouvriers on leur assure que *la stabilisation des profits ne se fera pas aux dépens des ouvriers, mais à ceux des capitalistes monopolisateurs*. C'est de la pure démagogie. Les profits des capitalistes proviennent de l'exploitation des ouvriers et ne peuvent avoir d'autre source. Si la stabilisation des profits des capitalistes doit résulter de la politique économique du Plan, cela signifie le maintien du degré actuel de l'exploitation du prolétariat belge et rien d'autre !

b) *Diminution des impôts pour la bourgeoisie.*

« Une politique fiscale qui tirera parti des plus-values budgétaires créées par la reprise de l'activité économique, pour diminuer plus particulièrement le taux des charges fiscales qui pèsent directement sur la production et le commerce. »

Voilà qui est clair et non équivoque.

Pour la bourgeoisie : stabilisation des profits et diminution des impôts. Pour le prolétariat : Pas d'augmentation des salaires, mais des promesses ambiguës, des « perspectives » pour un avenir lointain ! C'est le contenu essentiel de la « direction de l'économie » projetée.¹⁸

Les ouvriers qui connaissent le Plan par les articles dans le « *Peuple* » et par les discours des chefs dans les réunions, seront peut-être un peu étonnés de nos explications ! Que ne leur a-t-on pas promis au cas où le P.O.B. prendrait le gouvernement et réaliserait le Plan ! Fin de la crise, essor de l'industrie, élimination de toutes les crises à l'avenir, plus de chômage, baisse du coût de la vie, augmentation des salaires, expropriation des capitalistes, réalisation graduelle et pacifique du socialisme. Mais tout cela n'a aucun fondement dans le Plan lui-même.

Voyons, citations à l'appui, comment les chefs du P.O.B. interprètent le Plan lorsqu'ils s'adressent à un auditoire ouvrier; de Man, devant le Conseil Général du P.O.B. explique le but du Plan :

« ... *socialisation des grands moyens de production... comme la réalisation intégrale d'un régime économique basé sur les besoins des consommateurs au lieu d'être basé sur les profits d'une minorité !* »

Comme cela sonne bien ! Cependant, l'analyse du texte même du Plan nous a montré que l'économie belge sera une économie *capitaliste*, après la réalisation du Plan comme avant, et qu'elle continuera d'être « *basée sur les profits d'une minorité* » et non « *sur les besoins des consommateurs* ». Dans le même discours, de Man déclare que la réalisation du Plan doit : « *assurer à la population un niveau de vie sérieusement amélioré.* »

Cette promesse vague et générale est insérée également dans le Plan lui-même, dont la partie économique se termine comme suit :

« *Le Bureau d'Études Sociales étudiera la possibilité d'orienter ces réalisations en vue d'un Plan quinquennal, qui comporte une augmentation de la capacité de consommation sur le marché intérieur d'au moins 50 % en trois ans et de 100 % au bout de de la cinquième année.* »

18 D'ailleurs, dans tout le Plan *il n'y a pas un mot sur tes paysans belges*, frappés durement par la crise agraire. Comment veut-on les aider dans la future société « réglée » ?

Cet alinéa n'est qu'un plagiat patent et impudent de l'économie planifiée soviétique. Nous demandons à tous les ouvriers qui veulent réfléchir : Comment peut-on augmenter la consommation intérieure de 100 % si les salaires des ouvriers ne sont pas augmentés – comme nous l'avons démontré – mais seulement « normalisés » sur la base de leur niveau actuel ?

Il est vrai que les jésuites en robe courte qui sont les auteurs du Plan pourraient se défendre en disant : « *Donnons-nous une promesse ferme d'augmentation de la consommation ? Nous disons simplement qu'il faudra étudier la possibilité d'orienter ces réalisations [!] en vue, etc.* » Que les ouvriers réfléchissent également à cette échappatoire.

Mertens déclara au congrès :

« Non seulement le Plan de Man tend à faire disparaître le chômage, mais il tend aussi à donner du travail aux jeunes gens à leur sortie de l'école. Par le Plan du Travail, nous essayerons de faire disparaître la misère matérielle et morale qui pèse sur notre jeunesse. »

L'analyse du Plan montre que sa réalisation ne changera et ne pourra absolument rien changer au chômage actuel.

Nous pourrions citer d'innombrables passages du même genre. Mais ces quelques exemples suffiront pour démontrer comment le Plan interprété, commenté, présenté aux ouvriers diffère de son contenu réel, concret, destiné à la bourgeoisie qui sait lire et comprendre sans commentaire.

D'où vient cette différence entre le *texte du Plan et les articles et discours sur le Plan* ? Voici la raison :

Le Plan est un document important : *Il représente la plate-forme d'un gouvernement de coalition éventuel du P.O.B. avec un ou plusieurs partis ou groupes bourgeois.* C'est pourquoi tout doit y être formulé de telle sorte que la bourgeoisie puisse l'accepter comme plate-forme d'un gouvernement de coalition.

Ce que les chefs du P.O.B. promettent ou font miroiter dans leurs discours et articles aux ouvriers, cela ne regarde qu'eux-mêmes. La bourgeoisie belge comprend très bien, que plus les ouvriers belges croiront au Plan de Man comme issue pacifique à la crise, comme étape conduisant au « socialisme », moins ils seront accessibles aux idées communistes, moins ils s'insurgeront contre leurs chefs, moins ils quitteront le P.O.B., moins ils recourront aux moyens révolutionnaires de lutte préconisés par le Parti Communiste. Ici les intérêts des chefs du P.O.B. et de la bourgeoisie belge se confondent. Aussi la bourgeoisie belge ne voit-elle pas d'inconvénient à ce que les chefs du P.O.B. interprètent le Plan par de belles paroles d'apparence révolutionnaire. La position prise par le Plan sur deux questions d'une importance capitale, la question coloniale et celle de la guerre, confirme la nature véritable du Plan, plate-forme d'un gouvernement de coalition.

Tout le monde connaît l'exploitation horrible à laquelle les indigènes du Congo belge sont soumis. Le Plan ne contient pas un seul mot sur le sort des 9 millions de nègres au Congo belge. On a même oublié, cette fois, d'y répéter les phrases hypocrites sur les « réformes » humanitaires et éducatives pour les « sauvages », qui se trouvent stéréotypés dans d'autres textes de la IIe Internationale et dans quelques déclarations parlementaires. Il ne s'y trouve qu'une phrase laconique, mais extrêmement importante pour la bourgeoisie belge : *« L'intégration étroite du Congo à l'économie nationale nouvelle. »*

On ne touchera pas aux super-bénéfices coloniaux de la bourgeoisie belge.

Dans le Plan, il n'y a pas un mot sur la *question de la guerre*, à laquelle il serait cependant malaisé de refuser le caractère d'actualité. Mais dans son discours au congrès, de Man promet à la bourgeoisie que

le P.O.B. mobilisera les ouvriers pour la défense de l'impérialisme belge par un gouvernement de coalition formé sur la plate-forme du Plan.

« Le problème de la défense nationale ne peut être le même dans un État monopoliste que dans un État à forme intermédiaire vers le socialisme. »

Cela veut dire que le nouvel « État à forme intermédiaire » exige que, dans une prochaine guerre mondiale, les ouvriers meurent sur les champs de bataille dans l'intérêt du capitalisme en meilleurs patriotes encore que dans la première guerre mondiale.¹⁹

Les ouvriers qui voient encore dans le Plan un moyen de réaliser le socialisme devraient se poser la question : Si la réalisation du Plan pouvait réellement battre une brèche dans le capitalisme, devenir un stade intermédiaire dans la voie vers le socialisme, pourquoi la bourgeoisie ne mobilise-t-elle pas toutes ses forces contre le Plan ? Pourquoi ne voit-on pas une hostilité acharnée, mais une attitude plutôt bienveillante de la part de la bourgeoisie vis-à-vis du Plan ? En effet, L. Delsinne, enregistre dans le « *Peuple* » du décembre 1933 :

« On a laissé entendre, ces derniers temps, que le plan de notre ami de Man avait été accueilli avec quelque sympathie... dans les milieux financiers de la grande industrie. »

À son tour A. Dewinne constate dans son leader du « *Peuple* » du 15 mars 1934 : « *Un correspondant du « Nieuwe Courant » [il s'agit du grand journal financier hollandais « Le nouveau Courrier de Rotterdam »] est obligé de reconnaître que le Plan est très acceptable pour tous les solidaristes catholiques qui prennent au sérieux les encycliques papales » !!*

LE PLAN: UNE GRANDE MANŒUVRE ANTICOMMUNISTE

Le véritable but du vacarme fait autour du Plan n'est même pas sa réalisation (quoique les chefs du P.O.B. aimeraient bien arriver au pouvoir à l'aide du plan) mais d'étouffer le mécontentement croissant des ouvriers et de détourner les masses de la voie révolutionnaire dans laquelle elles tendent à entrer.

L'idée d'une véritable révolution prolétarienne remplit d'horreur les chefs du P.O.B. qui, par la Banque du Travail, par les grandes entreprises des coopératives, par leur passé de ministres et par leur espoir de le redevenir, sont liés solidement à la bourgeoisie ! C'est ce qui apparaît clairement dans toutes les explications des chefs du P.O.B.

« *Le Plan n'est rien, l'action pour le Plan est tout* », dit de Man ouvertement dans son discours au congrès²⁰. La peur de la radicalisation des masses, surtout des chômeurs, la peur des communistes percent dans tous les discours, dans tous les articles de Henri de Man et de ses collègues :

« Nous sommes menacés par le danger de voir se créer en dessous de la classe ouvrière organisée, une couche sociale, dont les intérêts ne sont pas les mêmes que ceux des travailleurs qui ont encore la chance d'être régulièrement occupés... Il y a des phénomènes de démoralisation semblables à celui qui en Allemagne a poussé les chômeurs vers le communisme d'abord, vers le

19 « *Il faut que nous disions nettement que nous sommes pour la défense nationale, même pour une défense plus efficace que celle que nos gouvernants nous proposent...* », « *Le Peuple* » du 20 décembre 1933.

20 Le passage suivant du discours de de Man au Congrès montre dans quelle mesure la réalisation du Plan est peu urgente pour les chefs du P.O.B. : « *De vastes enquêtes sont nécessaires. Vingt-deux commissions spéciales sont chargées de la mise au point des principaux articles du Plan.* » Qui ne se rappelle la fameuse « Commission de socialisation », qui, en 1918, fut constituée par les social-démocrates allemands et qui pendant de longues années a bien produit un tas de gros livres sur la socialisation, mais n'a jamais pris une seule usine aux capitalistes !

national-socialisme ensuite... Les communistes sont peu nombreux. Mais ils ont parmi eux des éléments actifs qui sont capables de faire beaucoup de mal... »

Le but et le sens politique du Plan, est d'élever un barrage contre les idées « subversives » *et de gagner du temps, jusqu'au moment ou la crise économique passera* (comme ils l'espèrent) jusqu'au retour des temps normaux, jusqu'au moment où la *fermentation révolutionnaire dans la classe ouvrière se calmera*. L'élaboration du Plan et la concentration de l'attention du prolétariat autour de ce Plan servent à ce but.

La manœuvre – il faut le reconnaître – fut entreprise avec une habileté peu commune. L'expérience d'après-guerre a appris au prolétariat que la participation des chefs socialistes à des gouvernements bourgeois dans divers pays n'a pas conduit à l'édification du socialisme, mais a abouti au fascisme. Il est vrai que les dirigeants du P. O. B. répondent aux ouvriers que l'échec des chefs socialistes n'est pas dû à l'impossibilité d'un passage pacifique et graduel au socialisme par la participation au gouvernement, la cause de cet échec, disent-ils aujourd'hui, réside dans le fait que les socialistes ont pris le pouvoir ou y ont participé *sans disposer d'un plan fixe*. Par le fait même, déclarent-ils, que dorénavant nous lions la prise du pouvoir ou notre participation au pouvoir à l'acceptation de notre Plan comme programme gouvernemental, nous assurons la « reconstruction de la structure de l'économie », et la « construction du socialisme ». Disant cela, ils cachent, bien entendu, aux ouvriers que le Plan – même s'il était réalisé – ne changerait rien à l'état actuel des choses.

Le prolétariat, mécontent de la passivité avec laquelle les syndicats réformistes ont accepté les diminutions successives des salaires, est poussé instinctivement à la lutte, comme le prouvent les grèves des mineurs du Borinage et des ouvriers du textile de Verviers. Les chefs du P.O.B. s'efforcent de persuader aux ouvriers qu'en période de crise les luttes économiques sont vouées d'avance à des échecs. Aux luttes économiques pour les revendications immédiates ils opposent ce qu'ils appellent une « offensive » pour le changement de la structure du capitalisme, pour la réalisation du Plan.

Les ouvriers doivent être détournés de la lutte effective contre le capital par un simulacre de lutte pour le Plan dont l'application – si elle a lieu – n'apporterait aucun avantage aux ouvriers.

Le mot d'ordre de front unique dans la lutte contre le capital, préconisé par le Parti Communiste, ne laisse par dormir les chefs du P.O.B. Pour opposer quelque chose à l'idée du front unique qui gagne les masses de plus en plus larges des ouvriers socialistes, ils ont trouvé le « *Front du Travail* » pour réaliser le « Plan du Travail ».

« *Il faut créer un front du travail* », écrit de Man. « *Dans ces conditions* [quand toute l'attention sera concentrée sur le Plan] *je pense que* la question du front unique se liquidera toute seule ». (Discours de de Man au congrès.)

La lutte contre le front unique, c'est le leitmotiv du tapage fait autour du Plan. Mais malgré la réclame foraine et les bulletins de victoire dont est rempli le « *Peuple* », il apparaît de plus en plus que les ouvriers belges ne se laisseront pas facilement gagner par un tel « front du travail ». Quel beau « front du travail » avec la participation des évêques catholiques, des exploiters capitalistes, ennemis jurés du prolétariat ! Si les capitalistes et leurs porte-drapeau se déclarent prêts à « lutter » soi-disant pour la « cause du prolétariat », c'est dans le but de saboter, de trahir la lutte. Les ouvriers et les paysans pauvres sont les alliés naturels devant constituer le front unique de lutte contre les capitalistes ; les évêques, les détenteurs des chaires dans les universités bourgeoises, les directeurs de banques, même s'ils sont affiliés au P.O.B., ou ses élus dans les corps législatifs font essentiellement partie du front ennemi. La classe ouvrière ne peut remporter la victoire si elle tolère dans son parti des ennemis de classe et leur confie des postes de direction.

En Russie, le prolétariat a pu conquérir le pouvoir parce qu'il chassa impitoyablement des rangs de son parti tous les traîtres, tous les agents de l'ennemi.

Les masses laborieuses du monde entier, et la Belgique n'en fait pas exception, voient dans l'Union soviétique l'exemple à suivre. Les chefs du P.O.B. et surtout de Man en tirent des enseignements à leur façon. Ils donnent au Plan *l'apparence* de quelque chose d'analogue au « victorieux plan quinquennal » établi et réalisé par le gouvernement de dictature prolétarienne de l'Union soviétique. Comme en U.R.S.S., il y a des « *commissariats* » et aussi un « conseil de l'économie ». On parle même littéralement d'un « *plan quinquennal* ». de Man a même l'audace dans son discours au congrès de mettre sur un pied d'égalité son « économie mixte » avec l'économie socialiste de l'Union soviétique.

« *Que peuvent-ils [les communistes] opposer au Plan ? Que l'on prépare une économie mixte ? Nous pouvons leur répondre qu'en faisant une économie mixte, nous commençons en Belgique par où ils ont fini [!] en Russie.* »

Le « savant » de Man prend visiblement les ouvriers pour des imbéciles qu'on peut tromper par des tours aussi grossiers. Est-ce que la fortune du tsar, des grands propriétaires fonciers, des capitalistes en Russie a été confisquée sans indemnité ? *Oui !*

D'après le Plan, la fortune d'un capitaliste belge doit-elle être confisquée sans indemnité ? *Non !*

En Union soviétique, y a-t-il une seule entreprise capitaliste ? *Non !* (Même les quelques concessions étrangères y sont déjà liquidées.)

Le capitalisme privé sera-t-il d'après le Plan, maintenu dans les neuf-dixièmes de l'industrie ? *Oui !*

Est-ce que le sol en Union soviétique a été nationalisé et mis gratuitement à la disposition de la population travaillante paysanne ? *Oui !*

En Belgique, le sol sera-t-il nationalisé, donné aux paysans et fermiers, le payement du fermage et des dettes aux usuriers aboli ? *Non !*

En Union soviétique, les propriétaires des maisons de rapports dans les villes ont-ils été expropriés sans indemnité et les maisons sont-elles devenues propriété des communes ? *Oui !*

En Belgique, touchera-t-on à la propriété capitaliste dans les villes et à l'usure pratiquée par les propriétaires ? *Non !*

En Union soviétique, a-t-on supprimé l'ancien appareil de l'État, la vieille armée, la gendarmerie, la police et les a-t-on remplacés par de nouveaux organismes composés d'ouvriers et paysans ? *Oui !*

de Man veut-il toucher à l'appareil de l'État bourgeois, de l'armée et à la police ? *Non !*

En Union soviétique, a-t-on désarmé les classes capitalistes, les anciens hobereaux et les bourgeois (qui ne se sont pas enfuis à l'étranger), les paysans riches et tous les ennemis du prolétariat, et a-t-on armé le prolétariat ? *Oui !*

Les chefs du P.O.B. songent-ils à l'armement du prolétariat et au désarmement de la bourgeoisie et de ses troupes de classe ? *Non !*

Nous pourrions prolonger ce tableau à volonté ! La mise sur un pied d'égalité de l'« économie mixte » du Plan avec l'économie socialiste intégralement nationalisée de l'Union soviétique est le faux le plus impudent entre tous.

LE PLAN DE MAN FRAYE LA VOIE AU FASCISME

Le Plan prétend « *renforcer les bases de la démocratie* ». En réalité, la « *réforme politique* » qu'il préconise, la transmission des fonctions les plus importantes du parlement aux « *commissariats* » bureaucratiques et le renforcement de tout l'appareil bureaucratique, sont conçus entièrement dans l'esprit du fascisme le plus classique. Les deux derniers points du Plan stipulent :

« 5. – *Cette Chambre, dont les méthodes de travail seront simplifiées et adaptées aux nécessités de l'organisation sociale moderne, sera assistée dans l'élaboration des lois par des conseils consultatifs dont les membres seront choisis en partie en dehors du Parlement, en raison de leur compétence reconnue.*

» 6. – *En vue d'éviter les dangers de l'étatisme, le Parlement accordera aux organismes chargés par lui de la direction de l'économie les pouvoirs d'exécution indispensables à la rapidité de l'action et la concentration des responsabilités.* »

Le point 5 signifie : l'élaboration des lois ne sera plus la tâche du parlement seul, mais aussi celle de conseils en dehors du parlement, de gens ayant des « *compétences reconnues* » : donc des capitaines du capitalisme, des savants bourgeois à la solde des capitalistes, aussi des chefs du P.O.B. ayant fait leurs preuves dans la direction de banques, de syndicats.

Le point 6 signifie que le nouvel appareil bureaucratique recevra des « *pleins pouvoirs* » du parlement, comme font partout les fascistes pour faire du simulacre de parlement l'appendice de leur dictature.

La propagande de de Man pour l'idée d'un « *État fort* » est la préparation idéologique du fascisme. de Man déclare dans son discours au congrès :

« *Nous voulons un État fort, oui, mais pour renverser le mur d'Argent, alors qu'il en est d'autres qui veulent un État fort pour renforcer le mur d'Argent...* »

Nous connaissons bien cette musique ! Wels, n'a-t-il pas dit à l'avant-dernier congrès du parti social-démocrate allemand à Magdebourg : « *S'il faut une dictature, ce sera la nôtre.* » Mais dans un État bourgeois, où la bourgeoisie dispose de fortunes énormes, où l'appareil de l'État lui appartient, où elle a la possibilité d'organiser des armées privées et d'armer des bandes fascistes, il ne peut y avoir un « *État fort* » contre la bourgeoisie, contre le « *mur d'argent* ». Tant que la bourgeoisie est en possession des moyens de production et en possession de sa richesse, c'est elle la classe dominante et chaque « *État fort* » sous le régime de la bourgeoisie est un *État fort dirigé contre le prolétariat*, un renforcement de la dictature de la bourgeoisie, un pas vers l'État fasciste, ou l'État fasciste lui-même. La propagande de de Man pour un État fort fait le lit du fascisme.

Comparons les méthodes dont s'est servi Hitler pour arriver au pouvoir en Allemagne et celles que se propose d'utiliser le P.O.B. pour arriver au pouvoir en Belgique.

Hitler promet un nouvel ordre social le *troisième Reich*. Le Plan du travail promet également un « *changement de structure* » de la société. Hitler promet la nationalisation des monopoles : le Plan du Travail promet la même chose.

Hitler promet à la petite bourgeoisie de « *briser l'esclavage des usuriers* ». Le plan du Travail promet la « *nationalisation du crédit* », ce qui est la même chose exprimée en d'autres termes. Hitler promet la liquidation du chômage. Le Plan du Travail la promet également.

Hitler mène la lutte contre le communisme. Le P. O. B. aussi.

Hitler lutte contre le « marxisme ». de Man veut conduire le socialisme également « *au delà du marxisme* ».

Hitler calomnie l'Union soviétique, de Man également. Hitler fait des conférences devant les grands capitalistes sur ses projets et les tranquillise en leur disant qu'il ne faut pas prendre au sérieux ses discours dans les réunions populaires : Vandervelde et de Man font exactement la même chose.

Malgré ses grands discours contre le « capital rapace » Hitler a toujours été bon ami des capitalistes ; les chefs du P. O. B. également.

Hitler recevait l'argent des grands capitalistes pour son mouvement fasciste, le P.O.B. reçoit également l'argent des grands capitalistes par l'intermédiaire de ses entreprises, sinon directement. Ce parallèle qu'on pourrait allonger montre que les méthodes de Hitler et des chefs du P.O.B. sont, dans leur essence, identiques.

Le langage de de Man devant les capitalistes belges est tout à fait semblable au langage de Hitler. En effet : Fin mars, de Man fit une conférence à la « Société d'Économie Politique de Belgique », une société de gros bourgeois, devant un auditoire qui d'après le « *Peuple* » du 29 mars 1934 « *se composait d'industriels, d'économistes, d'hommes d'affaires* ». Que dit-il aux grands capitalistes belges ?

« *La nationalisation n'est prévue que là où l'on se trouve en face de monopoles. Il ne s'agit pas d'un transfert de la propriété : il s'agit avant tout d'un transfert d'autorité... Le Plan du Travail ne tend pas à une réduction du profit : il tend à une stabilisation du profit... Le Plan est... une tentative de sortir de la crise qui frappe toutes les classes.* »

C'est exactement la même chose, mot par mot, ce que mille fois a dit Hitler. Et nous citons d'après le compte-rendu du « *Peuple* », l'organe central du P.O.B. qui tout de même a dû tenir compte dans la rédaction de sa relation de ses lecteurs ouvriers.

IL N'Y A QU'UN CHEMIN QUI CONDUIT AU SOCIALISME

Concluons.

Chaque ouvrier aura pu se rendre compte du sens réel du Plan. Il est une manœuvre très habile destinée à faire patienter les ouvriers belges, à les détourner de la voie révolutionnaire, du front unique, de l'influence du communisme. Le Plan est, d'autre part, la plate-forme pour la formation d'un gouvernement de coalition du P.O.B. avec d'autres partis bourgeois, c'est un Plan pour la protection de la bourgeoisie. C'est une plate-forme électorale à deux faces pour les élections parlementaires qui approchent. Au cas où il serait réalisé, le Plan assurerait la stabilisation des profits de la bourgeoisie sur la base de l'éternisation des salaires de famine actuels des ouvriers.

La propagande pour la participation du P.O.B. à un gouvernement sur la base du Plan est imbuée de l'esprit fasciste et fraye le chemin à l'avènement du fascisme en Belgique.

Les ouvriers belges qui, dans d'immenses batailles de classe, ont donné des preuves de leur ténacité et de leur élan révolutionnaire ne peuvent pas se laisser endormir et ligoter par la manœuvre du P.O.B. Il n'y a qu'un seul chemin qui conduise au socialisme. C'est le chemin tracé par le marxisme révolutionnaire, le chemin historique des bolchéviks russes, le chemin de l'Internationale Communiste.

Ce chemin c'est celui du renversement de la domination de la bourgeoisie par le soulèvement des masses et l'érection de la dictature du prolétariat.

La lutte pour le socialisme en Belgique ne sera et ne pourra être menée sous la direction d'un parti dont toute la couche dirigeante est organiquement liée à la bourgeoisie et dont toute la tâche essentielle consiste à prolonger la vie du capitalisme, à empêcher la chute de la bourgeoisie, à barrer le chemin à la révolution prolétarienne.

Le Parti Communiste de Belgique a le grand mérite historique en face d'un grand parti dit ouvrier, corrompu par l'opportunisme et la collaboration avec la bourgeoisie, d'avoir dressé dans son pays le drapeau de la lutte de classe intransigeante, d'avoir prêché inlassablement aux ouvriers les méthodes et les moyens de lutte établis par Marx, développés, complétés, perfectionnés, éprouvés dans la révolution prolétarienne russe par Lénine et les bolcheviks.

Actuellement, il est encore numériquement faible. Ses militants sont persécutés et calomniés, non seulement par la meute capitaliste, mais à un degré non moindre et avec plus de raffinement encore par la bureaucratie des syndicats et du P.O.B. Mais tout faible qu'il est pour le moment encore comparé au colosse – aux pieds d'argile – du P.O.B., c'est à lui, au P.C.B. qu'appartient l'avenir. Il triomphera – comme l'Internationale Communiste, dont il est la section belge, triomphera de l'Internationale dite Socialiste qui dès maintenant est en pleine décomposition – parce que lui seul représente la vérité historique et défend les véritables intérêts du prolétariat de Belgique, tandis que le P.O.B. représente le mensonge de la collaboration des classes et est contraint de couvrir ce mensonge par des artifices de rebouteux dans le genre de ce grotesque Plan de Man.

Les événements qui se sont déroulés en mars-avril autour de la faillite de la « Banque Belge du Travail »²¹ contribueront certainement à ouvrir les yeux à beaucoup d'ouvriers qui avaient conservé jusqu'ici la confiance en les chefs du P.O.B. et feront apparaître le fameux Plan sous son véritable jour. Le mur d'ostracisme, dont [on] a essayé d'entourer le Parti Communiste de Belgique commence à s'écrouler. La radicalisation irrésistible des masses, engendrée par la crise et ses effets meurtriers, fera le reste.

Le P.O.B. – malgré les tentatives de galvanisation dans le genre du Plan – devient de plus en plus le passé.

Le P.C.B. qui devient chaque jour davantage le centre d'attraction de tout ce qui est vivant, vigoureux, combatif dans la classe ouvrière de Belgique, c'est l'avenir.

21 La Banque Belge du Travail avait été fondée en 1913 par la social-démocratie, à partir du capital de la coopérative socialiste gantoise *Vooruit I*.